

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION
DES DOCUMENTS "SEC"

Dossier SEC(68)3205

Vol. 1968/0111

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25.3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

Bruxelles, le 11 octobre 1968

CONFIDENTIEL

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

DELAI : MARDI 15 OCTOBRE 1968 - 16.00 H.
=====

Procédure écrite accélérée C/1862/68

Objet : Contrats d'études à conclure avec deux instituts français (Art. 93 -
DG Politique régionale)

J'ai l'honneur de soumettre à l'approbation de la Commission, sur les
instructions de M. von der GROEBEN :

1. Le texte d'un contrat établi entre la Commission et la Société d'Economie
et de Mathématique appliquées (SEMA) - Paris;
2. Le texte d'un contrat établi entre la Commission et la Commission Générale
d'Organisation Scientifique - Département "Economie industrielle" (CEGOS) -
Paris.

Par ces contrats, la Commission participera à la réalisation d'un program-
me d'étude des perspectives de développement industriel de la région Nantes-
St-Nazaire.

La participation financière de la Commission s'élèvera au total à
2.026.000 Fb, représentant la moitié du coût de l'étude et se répartissant sur les
exercices 1968 (700.000 Fb) et 1969 (1.326.000 Fb).

M. von der GROEBEN propose à la Commission :

- d'approuver les textes des deux contrats d'études joints en annexe, à
conclure avec les instituts SEMA et CEGOS;
- d'autoriser, à cet effet, l'engagement d'un montant global de 2.026.000 Fb,
dont une première tranche de 700.000 Fb sera imputée sur les crédits de
l'article 93 alloués en 1968 à la DG "Politique régionale", et dont le solde
(1.326.000 Fb) sera à valoir, sous réserve des disponibilités budgétaires,
sur les crédits d'études qui seront accordés en 1969 à cette même Direction
générale;
- d'autoriser M. CROS, Directeur général de la Politique régionale, à signer
les contrats au nom de la Commission.

M. von der GROEBEN souligne l'urgence de la présente décision, les contrats en cause devant être signés au plus tard le 15 octobre prochain, date à laquelle débiteront les travaux.

Aussi sollicite-t-il l'accord de la Commission par une procédure écrite accélérée. M. le Président a marqué son accord à ce sujet.

En conséquence, je vous serais obligé de bien vouloir faire connaître au Secrétariat général (à l'attention de M. MULLER, bureau 2-14, tél. 2362, tél. secr. 2363) avant le mardi 15 octobre 1968 - 16.00 H., vos observations ou réserves éventuelles. Si aucune observation ni réserve n'a été formulée à cette date, la proposition sera réputée approuvée.



E. NOEL
Secrétaire général

p.j.

Copie à :

MM. GROS
MOSCA
TOULEMON
LAMBERT
EHRING
GAUDET

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction générale responsable

: Politique régionale

Services associés

- pour accord :

DG des Budgets

Accord

DG du Contrôle financier

8 Accord pour ce qui est des crédits à engager sur le budget 1968. En ce qui concerne le reliquat à affecter à l'exercice 1969, l'autorisation des dépenses ne pourra être examinée qu'à l'ouverture de cet exercice

DG des Affaires économiques
et financières

DG des Affaires industrielles

A toutes fins utiles, le Secrétariat général transmet le présent document à ces deux Directions générales.

- pour avis :

Service Juridique

3 Avis favorable

Marché de gré à gré n°

entre la SEMA et la Délégation à l'Aménagement du
Territoire et à l'Action Régionale

Contrat

entre la SEMA et la Commission des Communautés Européennes

Un programme d'étude des perspectives de développement industriel de la région Nantes-Saint-Nazaire ayant été mis au point, l'exécution de ce programme d'ensemble sera assuré en collaboration entre la CEGOS et la Société d'Economie et de Mathématique Appliquées (SEMA). Le présent contrat a pour objet la réalisation par la SEMA de la partie de l'étude qui lui est confiée.

Entre

Le Premier Ministre de la République Française représenté par Monsieur Olivier Guichard Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé du Plan et de l'Aménagement du Territoire.

La Communauté Economique Européenne représentée par la Commission des Communautés Européennes agissant en la personne de Monsieur Jacques CROS, Directeur Général de la Direction Générale de la Politique Régionale,

d'une part

et

La Société d'Economie et de Mathématique Appliquées (Société Anonyme à responsabilité limitée au capital de 10 000 000 F) ayant son siège 35, Boulevard Brune Paris 14ème; désignée ci-après au registre du commerce sous le n° 67 B 3010 représentée par Monsieur J. CERON, son Directeur Financier et Administratif agissant au nom et pour le compte de la SEMA.

d'autre part

Pour la République Française :

VU le décret n° 56-256 du 13 Mars 1956 et notamment son article 35, alinéa 4;

VU le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes annexé au décret n° 62-1510 du 14 Décembre 1962;

VU l'article 54 de la loi de finances pour 1963 (n° 63-156 du 23 février 1963);

VU le décret n° 64-4 du 6 janvier 1964 organisant les modalités du contrôle des prix de revient pour certains marchés;

VU le décret 64-729 du 17 juillet 1964 modifié portant codification des textes réglementaires aux marchés publics.

Pour la Commission des Communautés Européennes :

VU la lettre n° 1720 du 13 décembre 1967 de la Représentation Permanente de la France auprès des Communautés Européennes à la Commission des Communautés Européennes

VU la décision de la Commission des Communautés Européennes du ...

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er - Objet du contrat

1-1 La Société d'Economie et de Mathématiques Appliquées s'engage à effectuer, pour le compte de la Commission des Communautés Européennes et du Premier Ministre de la République Française (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale) et sous leurs directives une étude sur les perspectives de développement industriel de la Région Nantes - Saint-Nazaire.

2-1 Article 2.- Définition de la mission

Dans le cadre de l'objet défini à l'article 1er ci-dessus la mission de la SEMA consistera à réaliser, en collaboration avec la CEGOS, la première phase de l'étude : cette phase est destinée à détecter les projets les plus intéressants pour le développement économique de la région. Dans ce cadre, la SEMA réalisera une étude de dépistage des innovations qu'il serait possible de mettre en oeuvre de façon économiquement rentable dans la région de Nantes-Saint-Nazaire, en se limitant en principe, pour des raisons d'efficacité, au secteur de l'équipement électro-mécanique entendu au sens large. Cette recherche de projets concrets ne devra pas se limiter aux innovations susceptibles d'être mises en oeuvre par des entreprises existant actuellement dans la région, mais inclure des activités à monter éventuellement de toutes pièces; elle sera effectuée en recourant à la consultation de nombreux experts industriels, tant dans la région nantaise et dans le reste de la France qu'à l'étranger, cette consultation étant facilitée par l'intérêt porté à l'ensemble de l'étude par les autorités françaises et celles de la Communauté.

2-2 Le plan général des recherches à effectuer par la SEMA est détaillé dans l'annexe technique jointe au présent contrat. Il comporte les étapes successives suivantes :

- 2-3 - une étape de recherche et de sélection des idées viables, c'est-à-dire des idées d'innovation satisfaisant à certaines contraintes spécifiques de la région
- 2-4 - une étape de définition des conditions de réalisation des idées retenues

Article 3.- Modifications apportées à la nature des études

3-1 A la demande de l'une ou l'autre des parties, il pourra être apporté, en cours d'études, des modifications à l'objet du présent contrat visé aux articles 1 et 2 ci-dessus : toutefois, ces modifications éventuelles feront l'objet d'un avenant établi de commun accord entre les trois parties avant tout commencement d'exécution des nouvelles dispositions.

Article 4.- Présentation des rapports d'étude

4-1

L'étude de la SEMA fera l'objet des notes d'activités détaillées et de rapports comportant les indications suivantes :

- une note d'activité n° 1 faisant le point de l'orientation des travaux SEMA, suite aux premiers résultats obtenus par la CEGOS
- une note d'activité n° 2 décrivant les travaux effectués pour rechercher des idées nouvelles
- note d'activité n° 3 exposant la méthode et les résultats obtenus pour la sélection des idées viables
- un rapport final comprenant :
 - . une synthèse des principaux résultats exposés dans les notes précédemment remises
 - . des conclusions sur les activités nouvelles envisageables et les conditions de leur réalisation

Ces rapports seront établis en langue française, dactylographiés sur stencils, et remis en 10 exemplaires à chacun des deux maîtres d'oeuvre ainsi qu'au CEDIMO

Article 5.- Durée des études

Le délai fixé pour l'ensemble de l'étude est de 9 mois après la signature du présent contrat.

La SEMA s'engage à fournir le personnel nécessaire pour que la mission prévue puisse faire l'objet de rapports qui seront remis à la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale et à la Commission des Communautés Européennes dans les conditions ci-après :

- 1 - Note n° 1 : dans le délai maximum de 2 mois après la signature du présent contrat
- 2 - Note n° 2 : dans le délai maximum de 4 mois après la signature du présent contrat
- 3 - Note n° 3 : dans le délai maximum de 6 mois après la signature du présent contrat
- 4 - Rapport de synthèse : 9 mois au plus tard après la signature du présent contrat

Article 6 - Facilités de travail

611

La Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale et la Commission des Communautés Européennes mettront à la disposition de la SEMA les documents en leur possession qui lui seront nécessaires à l'élaboration des études. Ils faciliteront, dans la mesure du possible, les recherches de documentation que la SEMA pourrait avoir à entreprendre.

Article 7.- Secret professionnel

71-

Les agents de la SEMA qui auront participé à l'exécution du contrat seront tenus au secret professionnel :

7-2

a) à l'égard de toutes les personnes étrangères aux services de l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale ou de la Commission des Communautés Européennes, pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents qu'ils auraient pu recueillir au cours de leurs travaux.

b) à l'égard des services de l'état comme de la Commission des Communautés Européennes pour tous les renseignements de caractère particulier concernant telle ou telle entreprise que l'industriel considère comme confidentiel.

Article 8.- Prix

8-1

Le coût total de l'étude est fixé globalement et forfaitairement à DEUX CENTS MILLE FRANCS FRANCAIS (200 000 F).

8-2

Ce montant comprend toutes les dépenses relatives à l'établissement à l'édition et à la diffusion des rapports et notes à la rémunération du personnel que la SEMA estimera nécessaire d'employer pour respecter les délais prévus, les frais de déplacement et de séjour étant inclus.

Pour les services du Premier Ministre (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale) ce prix s'entend hors taxes sur le chiffre d'affaires, la SEMA n'étant pas actuellement assujettie aux dites taxes au cas où le régime fiscal de la SEMA viendrait à être modifié, le montant du marché serait majoré des dites taxes.

Pour la Commission des Communautés Européennes ce prix est définitif.

8-3

L'ensemble de ces dépenses sera supporté pour moitié par la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale et l'autre moitié par la Commission des Communautés Européennes dans les conditions prévues à l'article 9 ci-après.

Article 9.- Conditions de règlement

9-1

La Délégation à l'Aménagement et à l'Action Régionale et la Commission des Communautés Européennes se libéreront des sommes dues en exécution du présent contrat en effectuant des versements au compte n° 11 390 B ouvert à la Banque de Paris et des Pays-Bas, rue d'Antin n° 3 à Paris au nom de la SEMA.

9-2

La SEMA ne pourra exciper du non paiement des sommes dues par l'une des parties cocontractantes pour se soustraire aux obligations qui la lie avec l'autre partie cocontractante au titre du présent contrat ou pour demander à cette dernière de payer les sommes précitées.

9-3

La constatation des opérations ouvrant droit à paiement sera effectuée sous forme d'examen et d'approbation de principe dans le délai maximum de deux mois, par les services de la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale et de la Commission des Communautés Européennes des notes et rapports prévus à l'article 4 du présent contrat et des mémoires administratifs correspondants (en quatre exemplaires)

9-4

Les paiements auront lieu dans les conditions suivantes :

A. Paiement pour moitié à la charge du Premier Ministre (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale)

9-5

1) 10 % soit DIX MILLE FRANCS FRANCAIS (10 000 FF) à la signature du présent contrat sur présentation du mémoire administratif correspondant (en 4 exemplaires).

2) 10 % soit 10 000 FRANCS FRANCAIS (10 000 FF) à la remise de la note n° 1 d'activité détaillée précisant l'état d'avancement des études et du mémoire administratif correspondant (en quatre exemplaires).

3) 25 % soit VINGT CINQ MILLE FRANCS FRANCAIS (25 000 FF) à la remise de la note n° 2 d'activité détaillée précisant l'état d'avancement des études et du mémoire administratif correspondant (en quatre exemplaires).

4) 20 % soit VINGT MILLE FRANCS FRANCAIS (20 000 FF) à la remise de la note n° 3 d'activité détaillée précisant l'état d'avancement des études et du mémoire administratif correspondant (en quatre exemplaires).

5) 35 % soit TRENTE CINQ MILLE FRANCS FRANCAIS (35 000 FF) à la remise des exemplaires du rapport final prévu à l'article 4 du présent contrat et du mémoire administratif correspondant (en quatre exemplaires).

9-9

Le Comptable assignataire chargé des paiements prévus au présent paragraphe A est le Payeur général de Paris.

B. Paiements à la charge de la Commission des Communautés Européennes

9-10

1) 10 % soit DIX MILLE FRANCS FRANCAIS (10 000 FF) à la signature du présent contrat sur présentation du mémoire administratif correspondant (en quatre exemplaires)

9-11

2) 10 % soit DIX MILLE FRANCS FRANCAIS (10 000 FF) à la remise de la note n° 1 d'activité détaillée précisant l'état d'avancement des études et du mémoire administratif correspondant (en quatre exemplaires).

9-12

3) 25 % soit VINGT CINQ MILLE FRANCS FRANCAIS (25 000 FF) à la remise de la note n° 2 d'activité détaillée précisant l'état d'avancement des études et du mémoire administratif correspondant (en quatre exemplaires).

9-13 4) 20 % soit VINGT MILLE FRANCS FRANCAIS (20 000 FF) à remise de la note n° 3 d'activité détaillée précisant l'état d'avancement des études et du mémoire administratif correspondant (en quatre exemplaires).

9-14 5) 35 % soit TRENTÉ CINQ MILLE FRANCS FRANCAIS (35 000 FF) à la remise des exemplaires du rapport final prévu à l'article 4 du présent contrat et du mémoire administratif correspondant (en quatre exemplaires).

9-15 Les dépenses prévues au présent paragraphe B seront supportées par la Commission des Communautés Européennes.

Article 10.- Propriété des travaux

10-1 L'ensemble des travaux concernant l'objet du présent contrat sera la propriété commune des deux maîtres d'oeuvre qui pourront l'utiliser comme ils le jugeront utile, sous réserve des dispositions de l'article 7 du présent contrat. Il en sera de même pour tous les documents communiqués par la SEMA.

Article 11.- Utilisation de l'étude

11-1 Les maîtres d'oeuvre ont le droit d'utiliser pour leurs propres besoins, mais en priorité pour l'aire métropolitaine Nantes-Saint-Nazaire ou de communiquer à des tiers à des fins d'information et d'exploitation, l'étude ainsi que toutes conclusions ou indications figurant dans cette étude, sous réserves des dispositions de l'article 7 du présent contrat.

11-3 Toute utilisation ou communication de l'étude ou de l'une de ses parties par la SEMA est soumise à l'accord express des maîtres d'oeuvre.

Article 12.- Responsabilité

12-1 Les maîtres d'oeuvre ne peuvent être tenus responsables des dommages survenus à la SEMA à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

12-2 La SEMA supporte les dommages subis à l'occasion de l'exécution du présent contrat par son personnel, par des tiers et par les maîtres d'oeuvre la SEMA couvre et tient indemne les maîtres d'oeuvre de toute action en responsabilité et/ou de dédommagement intentés par les tiers ou par leur personnel.

12-3 La SEMA assure l'entière responsabilité des conclusions et indications contenues dans l'étude.

Article 13.- Cahier des prescriptions spéciales

13-1 Les autres stipulations du présent contrat font l'objet du cahier des prescriptions spéciales joint en annexe 1.

Article 14.- Pièces constitutives du contrat

14.1 Les pièces constitutives du présent contrat sont par ordre décroissant :

- le présent acte
- le cahier des prescriptions spéciales en annexe 1
- les spécifications techniques jointes en annexe 2

Article 15.- Langue

15.1 Le présent contrat est établi en français.

Fait à
en quatre exemplaires

Le Directeur Financier
et Administratif de la
SEMA

Le ministre délégué auprès
du Premier Ministre chargé
du Plan et de l'Aménagement
du Territoire

Pour la Communauté Econo-
mique Européenne, représen-
tée par la Commission des
Communautés Européennes, le
Directeur Général de la Po-
tique Régionale

Jacques CROS

CONTRAT

confiant à la SEMA une étude des perspectives de développement industriel de la région Nantes-Saint-Nazaire.

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Annexe n° 1

A.- Prescriptions propres à la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale.

Article 1er.- Renseignements comptables

1-1 La SEMA s'engage à appliquer les dispositions de l'article 54 de la loi de finances pour 1963 (n° 63-156 du 23 février 1963 - 2ème partie, moyens des services et dispositions spéciales) et à fournir à la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale à sa demande, les renseignements et documents prévus par ladite loi et notamment tous renseignements sur les éléments techniques et comptables du prix de revient des prestations qui font l'objet du présent contrat dans les conditions fixées par le décret n° 64-4 du 6 janvier 1964 susvisé.

1-2 La SEMA permettra et facilitera également la vérification éventuelle sur pièces ou sur place de l'exactitude de ces renseignements par les agents de l'administration.

1-3 Si le titulaire du présent contrat refuse de communiquer des pièces ou des documents, fournit des renseignements erronés ou met obstacle à la vérification, la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale peut le mettre en demeure d'exécuter ses obligations par lettre recommandée avec avis de réception. Si cette lettre n'est pas suivie d'effet dans les trente jours suivant sa réception, le Ministre délégué auprès du Premier Ministre (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale), pourra faire procéder à la résiliation partielle ou totale du contrat sans autres préavis ni indemnités.

1-4 Les études déjà remises à la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale resteront sa propriété; par ailleurs, les études en cours d'achèvement pourront faire l'objet d'un nouveau contrat passé par la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale aux risques et aux frais du titulaire du contrat résilié.

1-5 En cas de refus opposé à un contrôle des prix de revient postérieur à l'exécution définitive du contrat, le titulaire du présent contrat accepte et s'oblige à verser au Trésor Public une indemnité forfaitaire égale à un millième des sommes dues en exécution de l'article 9 § A du contrat par journée de retard apportée à l'exécution des contrôles à partir du trente et unième jour suivant la réception de la lettre recommandée précitée; toutefois le montant total de l'indemnité ne devra pas excéder le tiers du montant total des sommes dues en exécution de l'article 9 § A du contrat.

Article 2.- Résiliation éventuelle du contrat et pénalités pour retard

2-1

Si pour une raison quelconque, le titulaire du présent contrat se trouvait empêché d'exécuter la mission qui lui est confiée, ce contrat serait résilié de plein droit sans indemnité, quinze jours après l'envoi à cet effet, à la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale, d'une lettre recommandée avec avis de réception.

2-2

Par ailleurs, le Ministre délégué se réserve les mêmes droits dans le cas où il estimerait que le titulaire du présent contrat ne remplit pas sa mission avec toute la compétence ou la diligence nécessaire et notamment si les délais d'exécution prévus à l'article 5 du contrat se trouvaient dépassés sans préjudice des pénalités pour retard indiquées ci-après.

2-3

Cependant, en cas de résiliation par la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale non imputable à un manquement de la SEMA, les travaux effectués à la date de résiliation seront rémunérés en fonction de leur avancement conformément au planning d'étude.

2-4

Ces dispositions s'appliquent également si la SEMA se voyait empêchée de poursuivre les travaux pour raison de force majeure.

2-5

A l'expiration des ultimes délais de remise des rapports prévus à l'article 5 du contrat, il sera fait application des pénalités pour retard prévues par l'article 48 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes, annexé au décret n° 62-1510 du 14 décembre 1962, dans les conditions ci-après définies :

2-6

a) pénalités pour retard inférieur ou égal à quinze jours

application de la formule : $P = \frac{V \times R}{4.000}$

2-7

b) pénalités pour retard supérieur à quinze jours et inférieur ou égal à trente jours :

application de la formule : $P = \frac{V \times R}{2.000}$

2-8

c) pénalités pour retard supérieur à trente jours :

application de la formule : $P = \frac{V \times R}{1.000}$

2-9

dans lesquelles : P = montant des pénalités

V = valeur pénalisée

R = nombre total de jours de retard

2-10

La valeur pénalisée sera égale au montant des honoraires prévus à l'article 9 § A du contrat pour les documents non livrés à la date fixée.

Article 3.- Droits d'enregistrement et de timbre

- 3-1 Le contrat est dispensé de la formalité des droits d'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 647 du code général des impôts, ainsi que des droits de timbre, en application de l'article 1004, alinéa 2, du même code.

Article 4.- Obligations sociales et fiscales

- 4-1 Le bénéficiaire du contrat affirme sous peine de résiliation de plein droit du contrat, qu'aucune des personnes occupant dans la société l'une des situations visées à l'article 50 de la loi n° 52-401 du 14 avril 1952 et du décret 54-82 du 22 janvier 1954 pris pour son application, ne tombe sous le coup de l'interdiction prononcée par ledit article; il s'engage par ailleurs à respecter les dispositions de l'article 39 de la loi n° 54-404 du 10 avril 1954.

Article 5.- Nantissement

- 5-1 Le contrat pourra bénéficier du nantissement.

En cas de nantissement, le Directeur des Services administratifs et financiers du Secrétariat Général du Gouvernement est habilité à délivrer l'exemplaire unique destiné à former titre et à fournir les renseignements visés à l'article 192 du code des marchés publics.

Article 6.- Cautionnement

- 6-1 Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 53-405 du 11 mai 1953 modifié par les décrets n° 59-167 du 7 janvier 1959 et 60-1044 du 22 septembre 1960 le titulaire du contrat est dispensé de fournir un cautionnement.

Article 7.- Contrat conforme à la législation en vigueur

- 7-1 Toute clause insérée dans les documents auxquels se réfère le contrat, qui serait contraire aux dispositions du code des marchés publics doit être considérée comme abrogée.

Article 8.- Délégation de signature

Le contrat sera signé conformément aux dispositions de l'Arrêté du Premier Ministre du portant délégation de signature.

Article 9.- Cahier des clauses administratives générales

- 9-1 Le cahier des clauses administratives générales qui s'applique au contrat est celui relatif aux marchés de fournitures courantes annexé au décret n° 62-1510 du 14 décembre 1962.

Article 10.- Règlement des litiges

10-1

En cas de litige survenant entre la SEMA d'une part et la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale d'autre part, et concernant le présent contrat, le Tribunal compétent sera le Tribunal administratif de Paris.

10-2

S'il est fait appel au Comité consultatif de règlement amiable, les frais d'expertise seront partagés par moitié.

B. Prescriptions propres à la Commission des Communautés Européennes

Article 11.- Résiliation

La Commission des Communautés Européennes peut résilier le présent contrat pour défaut d'exécution ou exécution fautive imputable à la SEMA. Si après une mise en demeure communiquée par la Commission des Communautés Européennes à la SEMA par lettre recommandée avec accusé de réception non suivie d'exécution dans un délai de 30 jours, la Commission des Communautés Européennes déclare faire usage du droit de résiliation, le contrat se trouve résilié de plein droit sans préjudice des dommages et intérêts en raison de l'inexécution du contrat.

Dans tous les cas, la société est tenue de mettre sans restriction à la disposition de la Commission des Communautés Européennes, les résultats de l'étude et les documents existants à la date à laquelle il serait prématurément mis fin au contrat.

En cas de résiliation non imputable à la SEMA les travaux effectués à la date de résiliation seront rémunérés en fonction de leur avancement conformément au planning de l'étude.

Ces dispositions s'appliquent également au cas où la SEMA se verrait empêchée de poursuivre les travaux pour raison de force majeure.

Article 12.-

Le présent contrat est régi par le droit français.

La Cour de justice des Communautés Européennes est seule compétente pour statuer sur tout litige survenant entre la SEMA d'une part et la Commission des Communautés Européennes d'autre part et concernant le présent contrat.

CONTRAT

confiant à la SEMA une étude des perspectives de développement industriel de la région Nantes Saint-Nazaire.

ANNEXE TECHNIQUE

Annexe n° 2

Méthode de travail utilisé dans le cadre de l'intervention SEMA

La méthode de travail utilisée par la Division Développement industriel de la SEMA pour cette étude s'inspire de la méthode MARSAN (méthode d'analyse, de recherche et de sélection d'activités nouvelles) mise au point par la SEMA et exploitée depuis plusieurs années. Cette note a pour but de présenter de façon concrète les actions de recherches qui seront effectivement entreprises dans le cadre défini par la Commission des Communautés Européennes et la DATAR.

Remarque préliminaire : les projets d'activités nouvelles dans la région Nantes Saint-Nazaire pourront être mis en exécution soit dans le cadre des entreprises déjà existantes, soit sous forme de créations intégrales.

Compte tenu de la première possibilité, il est nécessaire pour la SEMA de disposer d'un certain nombre de renseignements sur les entreprises de la région. Ceci implique une collaboration étroite avec la CEGOS et nous soulignerons dans ce qui suit les points sur lesquels cette collaboration doit principalement porter.

1 - PLAN GENERAL DES RECHERCHES

Le dépistage des innovations qu'il serait possible de mettre en oeuvre de façon économiquement rentable dans la région Nantes-Saint Nazaire comprend deux phases principales:

- une phase de recherche et de sélection des idées viables, c'est-à-dire des idées d'innovation satisfaisant à certaines contraintes spécifiques de la région
- une phase de définition des conditions de réalisation des idées retenues.

1.1 - RECHERCHE ET SELECTION DES IDEES VIABLES

Cette première phase, au cours de laquelle sera appliquée la méthode MARSAN, aura pour objectif:

- de recueillir un éventail d'idées le plus large possible
- de recenser les contraintes spécifiques de la région
- de confronter idées et contraintes pour aboutir à une liste plus limitée d'idées viables.

1.1.1 - Recherche des idées

Cette recherche s'effectuera d'une part à l'intérieur de la région Nantes-St Nazaire, d'autre part à l'extérieur.

1.1.1.1 - A l'intérieur de la région Nantes - Saint Nazaire

Le problème du développement de cette région est un problème crucial et il est certain que de nombreuses idées existent déjà ou ont existé. Ces idées peuvent être collectées:

- soit à l'intérieur des entreprises plus directement concernées.

Celles-ci seront couvertes par l'enquête-participation CEGOS; aussi, pour éviter de soumettre ces entreprises à des enquêtes distinctes par deux organismes d'études différents, le recueil des idées à ce niveau devrait être effectué par la CEGOS en tenant compte des impératifs précisés par la SEMA;

- soit auprès des personnalités ou d'organismes de la région, par exemple :

- . administrations
- . collectivités publiques
- . syndicats (professionnels ou ouvriers)
- . dirigeants d'entreprises appartenant à des secteurs d'activités non concernés par l'étude (ces visites seront coordonnées avec celles que pourrait faire éventuellement la CEGOS).

1.1.1.2 - A l'extérieur de la régions Nantes - Saint Nazaire:

effectué tant en France qu'à l'étranger, ce recueil sera fait à partir de sources diverses:

- exploitation de la documentation et de l'expérience industrielles accumulées par la SEMA et ses sociétés associées;
- expérience d'entreprises des secteurs couverts par l'étude;
- consultation d'organismes de recherche;
- consultation d'experts;
- séances de "brainstorming" avec des personnes de spécialités diverses;
- visites d'entreprises ou d'organismes à l'étranger, en particulier aux USA.
-

1.1.2 - Recensement des contraintes spécifiques de la région
(en liaison avec la CEGOS)

Le recensement des contraintes spécifiques sera réalisé par deux approches complémentaires:

- d'une part analyse des résultats des études de développement déjà effectuées sur la région Nantes-Saint Nazaire;
- d'autre part analyse des expériences passées d'implantations industrielles. Cette analyse sera faite en examinant:
 - . soit les raisons ayant poussé des entreprises à s'installer dans la région Nantes-Saint Nazaire;
 - . soit les raisons ayant détourné des entreprises d'une implantation éventuelle dans cette région.

Pour cette deuxième approche, il sera nécessaire d'effectuer des enquêtes auprès des responsables locaux (pour identifier les expériences passées et pour obtenir certains éléments sur les raisons de la suite donnée aux implantations envisagées) et auprès des dirigeants des entreprises ayant réalisé une implantation ou ayant abandonné un projet d'implantation.

1.1.3 - Sélection des idées viables

Cette sélection découle directement de la confrontation:

- des caractéristiques fondamentales des idées recensées;
- des contraintes spécifiques à la région.

C'est à ce niveau que pourra être appliquée la procédure de sélection ELECTRE par calculateur électronique.

1.2 - DEFINITION DES CONDITIONS DE REALISATION DES IDEES Viables

Dans cette deuxième phase, on procèdera d'abord à une analyse des idées viables afin de recenser leurs principaux impératifs de réalisation :

- volume d'investissements
- acquisition de know-how
- besoins énergétiques
- contraintes d'approvisionnement et de position par rapport aux réseaux de transport
- qualification et volume de main d'oeuvre
- organisation commerciale

Compte tenu de ces impératifs d'une part, des caractéristiques des entreprises de la région mises en évidence par l'enquête-participation d'autre part on déterminera si les projets proposés peuvent être envisagés:

- dans le cadre des entreprises existantes
- ou par des créations nouvelles.

Dans chacun de ces cas, on précisera en conclusion :

- les principales conditions à remplir pour que les projets proposés soient mis en oeuvre de façon économiquement rentable;
- l'échéancier souhaitable pour les réalisations.

Les conclusions de l'étude effectuée par la SEMA se présenteraient ainsi sous forme d'un schéma de cahier des charges par idée qui pourrait servir de base aux études de faisabilité et donc au démarrage de la deuxième phase du travail de restructuration du "tissu industriel" de la région Nantes-Saint Nazaire.

../..

2. - PROGRAMME DE DEROULEMENT DES TRAVAUX

Le programme général de l'étude prévoit que les travaux débiteront le 15 octobre 1968 pour l'équipe CEGOS.

Les travaux SEMA comportent trois phases qui se dérouleront successivement dans le temps :

- une phase préliminaire, s'étendant sur une période d'un mois et demi à partir de la signature du présent contrat, au cours de laquelle seront assurées les liaisons avec la CEGOS avant le lancement de l'enquête-participation;
- la phase 1, s'étendant sur une période de quatre mois à partir de la fin de la phase préliminaire, correspondant aux travaux indiqués dans le chapitre 1.1.;
- la phase 2, enfin, correspondant aux travaux indiqués dans le chapitre 1.2.

Selon cet échéancier, une réunion plénière de travail pourrait être prévue à la fin de la phase 1, c'est-à-dire à la fin du mois de mars 1969. Cette réunion n'exclut évidemment pas, en cours d'études, des liaisons moins formelles, selon les modalités de principe retenues et précisées dans l'annexe de la lettre du 1er août 1968 de la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale à la Commission des Communautés Européennes.

Quant à la réunion de présentation finale des résultats, elle pourrait être prévue au cours de la première quinzaine de juillet 1969.

Marché de gré à gré n°

Entre la COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE -
Département "Economie Industrielle" et la DELEGATION
A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE

Contrat

Entre la COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE -
Département "Economie Industrielle" et la COMMISSION
DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Un programme d'étude des perspectives de développement industriel de la région NANTES-SAINT-NAZAIRE ayant été mis au point, l'exécution de ce programme d'ensemble sera assurée en collaboration par la COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE et la SOCIETE D'ECONOMIE ET DE MATHEMATIQUE APPLIQUEE.

Le présent contrat a pour objet la réalisation par la COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE de l'étude ci-après qui lui est confiée.

./...

ENTRE :

Le Ministre Délégué auprès du 1er Ministre chargé du Plan et de l'Aménagement du Territoire, représenté par Monsieur Olivier GUICHARD,

La COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE, représentée par la COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, et agissant en la personne de Monsieur Jacques CROS, Directeur Général de la Direction Générale de la Politique Régionale.

D'une part,

ET,

La COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE (Association, loi de 1901) ayant son siège 91, rue Jean-Jaurès à PUTEAUX, désignée ci-après par le sigle C.E.G.O.S., inscrite à l'INSEE sous le n° 818-92-062-0005 et à la Préfecture de Police - J.O. du 3/12/48 - n° 17.787, représentée par Monsieur Octave GELINIER, son Directeur Général Adjoint agissant au nom et pour le compte de la C.E.G.O.S.

D'autre part.

./...

Pour la République Française :

VU le décret n° 56-256 du 13 mars 1956 et notamment son article 35, alinéa 4;

VU le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes annexé au décret n° 62-1510 du 14 décembre 1962;

VU l'article 54 de la loi de finances pour 1963 (n° 63-156 du 23 février 1963);

VU le décret n° 64-4 du 6 janvier 1964 organisant les modalités du contrôle des prix de revient pour certains marchés;

VU le décret n° 64-727 du 17 juillet 1964, modifié portant codification des textes réglementaires relatifs aux marchés publics

Pour la COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES :

VU la lettre n° 1720 du 13 décembre 1967 de la Représentation Permanente de la France auprès des Communautés Européennes à la Commission des Communautés Européennes;

VU la décision de la Commission des Communautés Européennes du ...

./...

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE I - OBJET DU CONTRAT

L'Association COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE (C.E.G.O.S.) s'engage à effectuer, pour le compte de la COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES et du Ministre (DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE) et sous leurs directives, une étude sur les perspectives de développement industriel de la région de NANTES-SAINT-NAZAIRE.

ARTICLE II - DEFINITION DE LA MISSION

Dans le cadre de l'objet défini à l'article I ci-dessus, la mission de la COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE consistera à :

"une analyse des entreprises industrielles de la région NANTES-SAINT-NAZAIRE, non pas tant en s'efforçant de pénétrer dans le détail des problèmes de gestion des entreprises, mais plutôt d'examiner (et de faire évoluer le cas échéant) leur attitude générale face à l'innovation, au progrès technique et à la modification des marchés.

Le choix des entreprises sera effectué en accord avec les commettants et la SEMA. Le nombre de celles-ci, qui sera fonction de l'étendue du diagnostic, ne peut être défini à priori; en tout état de cause, il sera de l'ordre de la cinquantaine.

La méthode de travail est définie par l'annexe technique n° 2".

./...

ARTICLE III - MODIFICATIONS APORTEES A LA NATURE DES ETUDES

A la demande de l'une ou l'autre des parties, il pourra être apporté, en cours d'étude, des modifications à l'objet du présent contrat visé aux articles I et II ci-dessus; toutefois, ces modifications éventuelles feront l'objet d'un avenant établi de commun accord entre les trois parties avant tout commencement d'exécution des nouvelles dispositions.

ARTICLE IV - PRESENTATION DES RAPPORTS D'ETUDE

Rapport n° 1 : Liste nominative des 10 premières entreprises visitées. Bref compte rendu de visite et liste des entreprises à visiter dans la seconde phase.

Rapport n° 2 : Liste nominative des 40 à 50 entreprises visitées dans la seconde phase et bref compte rendu des visites.

Ces rapports seront sommaires, les pouvoirs publics s'interdisant de recueillir les informations confiées au bureau d'étude et touchant aux secrets de l'entreprise.

Rapport de synthèse comportant :

- un diagnostic sur l'aptitude au développement des principaux secteurs industriels
- une synthèse de la compétitivité à l'échelon de la région.

Les rapports seront établis en langue française et dactylographiés sur stencils et remis en 10 exemplaires à chacun des deux maîtres d'oeuvre, ainsi qu'au GEDIMO.

ARTICLE V - DUREE DES ETUDES

La COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE (C.E.G.O.S.) a accepté pour l'ensemble de l'étude un délai de 4,5 mois (quatre mois et demi) après la signature du présent contrat.

Ce délai est subordonné à la possibilité de rencontrer les industriels intéressés en temps opportun :

- rapport n° 1 : 1,5 mois après la signature du présent contrat,
- rapport n° 2 : 3 mois après la signature du présent contrat.
- rapport de synthèse: 4,5 mois après la signature du présent contrat.

La COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE (C.E.G.O.S.) s'engage à fournir le personnel nécessaire pour que la mission prévue puisse faire l'objet d'un rapport qui sera remis à la DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE et à la COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES.

./...

ARTICLE VI - FACILITES DE TRAVAIL

Le service du Premier Ministre Délégué à l'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE et la COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES mettront à la disposition de la COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE les documents en leur possession qui lui seront nécessaires à l'élaboration des études. Ils faciliteront, dans la mesure du possible, les recherches de documentation que la COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE pourrait avoir à entreprendre.

ARTICLE VII - SECRET PROFESSIONNEL

Les agents de la COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE qui auront participé à l'exécution du présent contrat seront tenus au secret professionnel :

- a) à l'égard de toutes les personnes étrangères aux services de la DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE et de la COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents qu'ils auraient pu recueillir au cours de leurs travaux,
- b) à l'égard des services de l'Etat comme des Communautés Européennes, pour tous les renseignements de caractère particulier, concernant telle ou telle entreprise et que l'industriel considère comme confidentiels.

ARTICLE VIII - PRIX

Le coût total de l'étude est fixé globalement et forfaitairement à DEUX CENTS MILLE FRANCS (200 000 F français).

Ce montant comprend toutes les dépenses relatives à l'établissement, à l'édition et à la diffusion du rapport et des notes d'activité, à la rémunération du personnel que la COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE estimera nécessaire d'employer pour respecter les délais prévus, les frais de déplacement et de séjour étant inclus.

Ce prix s'entend toutes taxes comprises.

L'ensemble de ces dépenses sera supporté pour moitié par la DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE et pour l'autre moitié par la COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES dans les conditions prévues à l'article IX ci-après.

./...

ARTICLE IX - CONDITIONS DE REGLEMENT

La DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE et la COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES se libèreront des sommes dues en exécution du présent contrat en effectuant des versements au compte n° 620-12-1084 à la BANQUE REGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DEPOTS (B.R.E.D.) 2, Place Stalingrad à PUTEAUX au nom de la COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE.

La COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE ne pourra exciper du non paiement des sommes dues par l'une des parties cocontractantes pour se soustraire aux obligations qui la lie avec l'autre partie cocontractante au titre du présent contrat ou pour demander à cette dernière de payer les sommes précitées.

La constatation des opérations ouvrant droit à paiement sera effectuée sous forme d'examen et d'approbation de principe dans le délai maximum de deux mois, par la DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE et la COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES, des notes d'activité et rapport prévus à l'article IV du présent contrat (le tout remis en quatre exemplaires).

Les paiements auront lieu dans les conditions suivantes :

A/ Paiement pour moitié à la charge du 1er Ministre (DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE) :

- 1°) 10 %, soit dix mille francs français (10 000 F) à la signature du présent contrat sur présentation du mémoire administratif en quatre exemplaires,
- 2°) 30 %, soit trente mille francs français (30 000 F) à la remise du rapport n° 1 concernant la première dizaine d'entreprises visitées sur présentation d'un mémoire administratif en quatre exemplaires,
- 3°) 25 %, soit vingt cinq mille francs français (25 000 F) à la remise du rapport n° 2 concernant la quarantaine d'entreprises visitées sur présentation d'un mémoire administratif en quatre exemplaires,
- 4°) 35 %, soit trente cinq mille francs français (35 000 F) à la remise du rapport final sur présentation d'un mémoire administratif en quatre exemplaires.

Le Comptable assignataire chargé des paiements prévus au présent paragraphe A est le Payeur Général de Paris.

./...

B/ Paiement pour moitié à la charge de la COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES :

- 1°) 10 %, soit dix mille francs français (10 000 F) à la signature du présent contrat sur présentation du mémoire administratif en quatre exemplaires,
- 2°) 20 %, soit trente mille francs français (30 000 F) à la remise du rapport n° 1 concernant la première dizaine d'entreprises visitées, sur présentation d'un mémoire administratif en quatre exemplaires,
- 3°) 25 %, soit vingt cinq mille francs français (25 000 F) à la remise du rapport n° 2 concernant la quarantaine d'entreprises visitées, sur présentation d'un mémoire administratif en quatre exemplaires,
- 4°) 35 %, soit trente cinq mille francs français (35 000 F) à la remise du rapport final sur présentation d'un mémoire administratif en quatre exemplaires.

Les dépenses prévues au présent paragraphe B seront supportées par la COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES.

ARTICLE X - PROPRIETE DES TRAVAUX

L'ensemble des travaux concernant l'objet du présent contrat sera la propriété commune des deux maîtres d'oeuvre qui pourront l'utiliser comme ils le jugeront utile, sous réserve des dispositions de l'article VII du présent contrat. Il en sera de même pour les documents communiqués par la COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE.

ARTICLE XI - EXPLOITATION DE L'ETUDE

Les maîtres d'oeuvre ont le droit d'utiliser pour leurs propres besoins, mais en priorité pour l'aire métropolitaine NANTES-SAINT-NAZAIRE, ou de communiquer à des tiers à des fins d'information ou d'exploitation l'étude ainsi que toutes conclusions ou indications figurant dans cette étude, sous réserve des dispositions de l'article VII du présent contrat.

Les maîtres d'oeuvre ont le droit exclusif de publier l'étude sous toutes formes y inclus dans des traductions, sous réserve des dispositions de l'article VII du présent contrat.

Toute utilisation ou communication de l'étude ou de l'une de ses parties par la COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE est soumise à l'accord exprès des maîtres d'oeuvre, sous réserve de l'article VII du présent contrat.

./...

ARTICLE XIII - RESPONSABILITE

Les maîtres d'oeuvre ne peuvent être tenus responsables des dommages survenus au preneur (à la COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE - C.E.G.O.S.) à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

La société supporte les dommages subis à l'occasion de l'exécution du présent contrat par son personnel, par des tiers ou/et par les maîtres d'oeuvre. Les preneurs (C.E.G.O.S.) couvrent et tiennent indemnes les maîtres d'oeuvre de toute action en responsabilité et/ou de dédommagements intentés par des tiers ou par leur personnel.

La société assume l'entière responsabilité des conclusions et indications contenues dans l'étude.

ARTICLE XIII - CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Les autres stipulations du présent contrat font l'objet du cahier des prescriptions spéciales joint en annexe 1.

ARTICLE XIV - PIECES CONSTITUTIVES DU PRESENT CONTRAT

Les pièces constitutives du présent contrat sont par ordre décroissant :

- le présent acte
- le cahier des prescriptions spéciales joint en annexe 2
- les spécifications techniques jointes en annexe 2.

ARTICLE XV - LANGUE

Le présent contrat est établi en français.

° ° °

Fait à

en quatre exemplaires

POUR LA COMMISSION GENERALE
D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE,
représentée par son
Directeur Général Adjoint

LE MINISTRE DELEGUE AUPRES
DU PREMIER MINISTRE CHARGE
DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE,

POUR LA COMMUNAUTE
ECONOMIQUE EUROPEENNE,
représentée par la
COMMISSION DES COMMU-
NAUTES EUROPEENNES,
le Directeur Général
de la Politique Régionale

O. GELINIER

Jacques CROS

C O N T R A T

confiant à la COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE -
Département "Economie Industrielle" une étude sur les perspectives
de développement industriel de la région de NANTES - SAINT-NAZAIRE.

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Annexe 1

A/ Prescriptions propres à la DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE

Article 1 - Renseignements comptables

La COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE s'engage à appliquer les dispositions de l'article 54 de la loi de finances pour 1963 (n° 63-156 du 23 février 1963 - 2ème partie, moyens des services et dispositions spéciales) et à fournir à la DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE à sa demande, les renseignements et documents prévus par ladite loi et notamment, tous renseignements sur les éléments techniques et comptables du prix de revient des prestations qui font l'objet du présent contrat dans les conditions fixées par le décret n° 64-4 du 6 janvier 1964 susvisé.

LA COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE permettra et facilitera également la vérification éventuelle sur pièces ou sur place de l'exactitude de ces renseignements par les agents de l'administration.

Si le titulaire du présent contrat refuse de communiquer des pièces ou des documents, fournit des renseignements erronés ou met obstacle à la vérification, le Ministre Délégué auprès du Premier Ministre (DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE) peut le mettre en demeure d'exécuter ses obligations par lettre recommandée avec avis de réception.

Si cette lettre n'est pas suivie d'effet dans les trente jours, suivant sa réception, le Ministre Délégué pourra faire procéder à la résiliation partielle ou totale du contrat sans autres préavis ni indemnité.

Les études déjà remises à la DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE resteront sa propriété; par ailleurs, les études en cours d'achèvement pourront faire l'objet d'un nouveau contrat passé par la DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE aux risques et aux frais du titulaire du contrat résilié.

En cas de refus opposé à un contrôle des prix de revient postérieur à l'exécution définitive du contrat, le titulaire du présent contrat accepte et s'oblige à verser au Trésor Public une indemnité forfaitaire égale à un millième des sommes dues en exécution de l'article IX du contrat par journée de retard apportée à l'exécution des contrôles à partir du trente et unième jour suivant la réception de la lettre recommandée précitée; toutefois, le montant total de l'indemnité ne devra pas excéder le tiers du montant total des sommes dues en exécution de l'article IX du contrat.

Article 2 - Résiliation éventuelle du contrat et pénalités pour retard

Si pour une raison quelconque, le titulaire du présent contrat se trouvait empêché d'exécuter la mission qui lui est confiée, ce contrat serait résilié de plein droit, sans indemnité, quinze jours après l'envoi à cet effet à la DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE, d'une lettre recommandée avec avis de réception.

Par ailleurs, le Ministre Délégué (auprès du Premier Ministre) se réserve les mêmes droits dans le cas où il estimerait que le titulaire du présent contrat ne remplit pas sa mission avec toute la compétence ou la diligence nécessaire et notamment si les délais d'exécution prévus à l'article V du contrat se trouvaient dépassés, sans préjudice des pénalités pour retard indiquées ci-après.

Cependant, en cas de résiliation non imputable à un manquement de la COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE, les travaux effectués à la date de résiliation seront rémunérés en fonction de leur avancement, conformément au planning d'étude. Ces dispositions s'appliquent également dans le cas où la COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE se verrait

empêchée de poursuivre les travaux pour raison de force majeure.

A l'expiration des ultimes délais de remise des rapports prévus à l'article V du contrat, il sera fait application des pénalités pour retard prévues par l'article 48 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes, annexé au décret n° 62-1510 du 14 décembre 1962, dans les conditions ci-après définies:

a) pénalités pour retard inférieur ou égal à quinze jours:

$$\text{application de la formule : } P = \frac{V \times R}{4\ 000}$$

b) pénalités pour retard supérieur à quinze jours et inférieur ou égal à trente jours:

$$\text{application de la formule : } P = \frac{V \times R}{2\ 000}$$

c) pénalités pour retard supérieur à trente jours:

$$\text{application de la formule : } P = \frac{V \times R}{1\ 000}$$

dans lesquelles : P = montant des pénalités

V = valeur pénalisée

R = nombre total de jours de retard.

La valeur pénalisée sera égale au montant des honoraires prévus à l'article IX du contrat pour les documents non livrés à la date fixée.

Article 3 - Droits d'enregistrement et de timbre

Le contrat est dispensé de la formalité des droits d'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 647 du code général des impôts, ainsi que des droits de timbre, en application de l'article 1 004, alinéa 2, du même code.

Article 4 - Obligations sociales et fiscales

Le bénéficiaire du contrat affirme sous peine de résiliation de plein droit du contrat qu'aucune des personnes occupant dans la société l'une des situations visées à l'article 50 de la loi n° 52-401 du 14 avril 1952 et du décret 54-82 du 22 janvier 1954 pris pour son application, ne tombe sous le

coup de l'interdiction prononcée par ledit article; il s'engage par ailleurs à respecter les dispositions de l'article 39 de la loi n° 54-404 du 10 avril 1954.

Article 5 - Nantissement

Le contrat pourra bénéficier du nantissement.

En cas de nantissement le Directeur des services administratifs et financiers du secrétariat général du Gouvernement, est habilité à délivrer l'exemplaire unique destiné à former titre et à fournir les renseignements visés à l'article 192 du code des marchés publics.

Article 6 - Cautionnement

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 53-405 du 11 mai 1953 modifié par les décrets n° 59-167 du 7 janvier 1959 et 60-1044 du 22 septembre 1960, le titulaire du contrat est dispensé de fournir un cautionnement.

Article 7 - Contrat conforme à la législation en vigueur

Toute clause insérée dans les documents auxquels se réfère le contrat qui serait contraire aux dispositions du code des marchés publics doit être considérée comme abrogée.

Article 8 - Délégation de signature

Le contrat sera signé conformément aux dispositions de l'arrêté du Premier Ministre du portant délégation de signature.

Article 9 - Cahier des clauses administratives générales

Le cahier des clauses administratives générales qui s'applique au contrat est celui relatif aux marchés de fournitures courantes annexé au décret n° 62-1510 du 14 décembre 1962.

Article 10 - Règlement des litiges

En cas de litige survenant entre la COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE d'une part, et le Ministre Délégué auprès du Premier Ministre (DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE) d'autre part, et concernant le présent contrat, le Tribunal compétent sera le Tribunal administratif de PARIS.

S'il est fait appel au Comité consultatif de règlement amiable, les frais d'expertise seront partagés par moitié.

B/ Prescriptions propres à la COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Article 11 - Résiliation

LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES peut résilier le présent contrat pour défaut d'exécution ou exécution fautive imputable à la COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE.

Si après une première mise en demeure communiquée à la société par lettre recommandée avec avis de réception, non suivie d'exécution dans un délai de trente jours, la COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES déclare faire usage de ce droit de résiliation, le contrat se trouve résilié de plein droit sans préjudice des dommages-intérêts en raison de l'inexécution du contrat.

Dans tous les cas, la société est tenue de mettre sans restriction à la disposition de la COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES les résultats de l'étude et documents existant à la date à laquelle il serait prématurément mis fin au contrat.

En cas de résiliation non imputable à un manquement de la COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE, les travaux effectués à la date de résiliation seront rémunérés en fonction de leur avancement, conformément au planning d'étude. Ces dispositions s'appliquent également dans le cas où la COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE se verrait empêchée de poursuivre les travaux en raison de force majeure.

Article 12 - Le présent contrat est régi par le droit français. La Cour de Justice de la COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES est seule compétente pour statuer sur tout litige survenant entre la COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE d'une part, et la COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES d'autre part, concernant le présent contrat.

ANNEXE TECHNIQUE N° 2

Concernant l'étude des perspectives de développement industriel de la région NANTES - SAINT-NAZAIRE.

On donne ci-après les objectifs et la méthode proposée par la COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE (C.E.G.O.S.).

Cette dernière ne constitue que l'idée directrice qui sera suivie, elle doit rester assez souple pour s'adapter à une pluralité d'entreprises qui se différencient par leurs structures, leurs tailles ou leurs activités.

1 - OBJECTIFS

L'intervention de la COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE doit permettre de situer "l'attitude générale face à l'innovation, au progrès technique et à la modification des marchés" d'un certain nombre d'entreprises de la région NANTES-SAINT-NAZAIRE (porter un jugement sur l'aptitude au développement d'un échantillon d'entreprises de la région).

A cet effet, il faudra:

- effectuer un diagnostic portant sur un échantillon d'entreprises de la région, mettre en évidence leurs aptitudes au développement et le cas échéant, définir les moyens nécessaires pour l'accélérer,
- recueillir et analyser un certain nombre d'éléments sur ces entreprises elles-mêmes,
- situer ces éléments, du moins ceux qui se révéleront significatifs, dans un contexte général: celui de la profession en général, des entreprises les plus dynamiques du secteur,
- rechercher et analyser les raisons qui sont à la base de l'attitude des entreprises de la région face au développement et à l'innovation en distinguant notamment:

- . les facteurs liés au secteur d'activité de l'entreprise (nature et évolution du marché, taux d'investissement nécessaire au développement,
- . les facteurs liés à la localisation géographique des entreprises et au contexte socio-économique de la région,
- . les facteurs spécifiques à l'entreprise: situation financière, avance technique, dynamisme commercial, qualité des hommes,

L'étude portera sur les secteurs industriels les plus caractéristiques de la région.

2 - METHODE

Pour répondre aux objectifs analysés plus haut, on suivra les étapes suivantes:

21 - Enquête-diagnostic sur les entreprises de la région

a) Les entreprises sur lesquelles portera l'étude

Il est à notre sens préférable de ne pas arrêter dès le début de l'étude une liste définitive des entreprises concernées. En effet, nous savons d'expérience que, dans certains cas, on peut arriver à bien situer un secteur d'activité et son dynamisme en quelques analyses. Dans d'autres cas, au contraire, il faut voir non seulement les entreprises qui semblent représentatives du secteur, mais aussi des entreprises moins apparentes dont la connaissance se révèle, au cours de l'étude, essentielle à la compréhension des problèmes de la branche.

Cependant, si l'échantillonnage doit être progressif, il n'en est pas moins nécessaire d'établir une première liste comportant au moins les entreprises qui, par leurs dimensions, ont un impact certain sur l'économie de la région.

Cette première liste sera établie en collaboration avec les commettants de l'étude et la SEMA.

b) Les informations à rechercher, les interviews

Pour rendre l'étude aussi efficace que possible, nous pensons qu'il faut:

- prendre contact avec les principaux intéressés, leur faire connaître les buts de l'étude et si possible remettre à chacun un questionnaire préparatoire à l'enquête,
- interviewer les principaux responsables de l'entreprise, l'entretien portant alors sur les problèmes de l'entreprise, ses atouts, ses handicaps, ses perspectives de développement, etc. ... Au cours de ces entretiens, les ingénieurs de la COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE visiteraient bien entendu les principales installations industrielles.

Le nombre et la durée des entretiens à réaliser dans chaque entreprise seront fonction de l'importance de l'entreprise (en elle-même, dans sa profession, dans la région).

22 - Comparaison avec le secteur professionnel, avec le milieu économique extérieur

Ces comparaisons, limitées à quelques branches d'activités pourront être effectuées en partie avec les éléments existant dans la documentation ou recueillis au cours de l'enquête auprès des entreprises (notamment, attitude des industriels vis-à-vis de la concurrence, voire même des industriels vis-à-vis des autres secteurs de l'industrie).

Ces différentes démarches permettront de porter sur les entreprises de la région un diagnostic qui ne sera pas seulement interne, mais qui permettra de situer leur dynamisme propre dans un contexte plus général.

Elles permettront également de détecter les raisons qui sont à la base de cette situation, d'en situer l'incidence sur l'économie de la région: "appel" d'activités autres que celles existantes, création d'emplois, demande de formation, ... de façon à permettre de préparer la deuxième phase de l'étude qui sera réalisée par la SEMA.

Freihändige Auftragsvergabe Nr.

zwischen der SEIA und der Délégation à l'Aménagement
du Territoire et à l'Action Régionale

Vertrag

zwischen der SEIA und der Kommission des Europäischen
Gemeinschaften

Nachdem ein Programm zur Untersuchung der Aussichten der industriellen Entwicklung des Gebietes Nantes-Saint-Nazaire aufgestellt worden ist, soll dieses Gesamtprogramm in Zusammenarbeit zwischen der CEGOS und der Société d'Economie et de Mathématique Appliquées (SEMA) durchgeführt werden. Gegenstand dieses Vertrages ist die Verwirklichung des Teils der Untersuchung mit dem die SEMA betraut ist.

Zwischen

dem Premierminister der Französischen Republik, vertreten durch
Herrn Olivier Guichard, Ministre délégué auprès du Premier Ministre
chargé du Plan et de l'Aménagement du Territoire, und
der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, vertreten durch die
Kommission der Europäischen Gemeinschaften in der Person von Herrn
Jacques Cros, Generaldirektor für Regionalpolitik,

einerseits

und

der Société d'Economie et de Mathématique Appliquées (Aktien-
gesellschaft, deren Haftung auf ein Kapital in Höhe von 10.000.000 FF
beschränkt ist), mit Geschäftssitz in Paris 14., Boulevard Brune 35,
nachstehend kurz SEMA genannt, eingetragen beim INSEE unter der
Nummer 818.75.114.10.10 und im Handelsregister unter der Nr. 67-B-3010,
vertreten durch ihren Finanz- und Verwaltungsdirektor, Herrn J. Ceron,
der im Namen und für Rechnung der SEMA handelt,

andererseits.

Für die Französische Republik :

gestützt auf das Dekret Nr. 56-256 vom 13. März 1956, insbesondere auf Artikel 35 Abs. 4;

gestützt auf die geltende allgemeine Verwaltungsvorschriften für laufende Lieferaufträge im Anhang zum Dekret Nr. 62-1510 vom 14. Dezember 1962;

gestützt auf Artikel 54 des Finanzgesetzes für 1963 (Nr. 63-156 vom 23. Februar 1963);

gestützt auf das Dekret Nr. 64-4 vom 6. Januar 1964 zur Regelung der Kontrolle der Selbstkostenpreise für bestimmte Märkte;

gestützt auf das geänderte Dekret Nr. 64-728 vom 17. Juli 1964 zur Kodifizierung der Verwaltungsvorschriften für öffentliche Aufträge.

Für die Kommission der Europäischen Gemeinschaften :

gestützt auf das Schreiben Nr. 1720 vom 13. Dezember 1967 der Ständigen Vertretung Frankreichs bei den Europäischen Gemeinschaften an die Kommission der Europäischen Gemeinschaften,

gestützt auf den Beschluss der Kommission des Europäischen Gemeinschaften.
vom.....

ist folgendes vereinbart worden:

Artikel 1 - Gegenstand des Vertrages

- 1-1 Die Société d'Economie et de Mathématique Appliquées verpflichtet sich, für Rechnung der Kommission des Europäischen Gemeinschaften und des Premierministers des Französischen Republik (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale) nach deren Weisungen eine Untersuchung über die Aussichten der industriellen Entwicklung des Gebietes Nantes-Saint-Nazaire durchzuführen.

Artikel 2 - Beschreibung des Auftrags

- 2-1 Im Rahmen des in Artikel 1 bezeichneten Gegenstandes wird die SEMA gemeinsam mit der CEGOS die erste Untersuchungsphase durchführen. In dieser Phase sollen die für die wirtschaftliche Entwicklung des Gebietes interessantesten Vorhaben aufgezeigt werden. In diesem Rahmen wird die SEMA Neuerungen ausfindig machen, die in wirtschaftlich rentabler Weise im Gebiet von Nantes-Saint-Nazaire verwendet werden können. Aus Gründen der Wirksamkeit soll sich diese Untersuchung grundsätzlich auf den Sektor der elektro-mechanischen Ausrüstung im weiten Sinne beschränken. Diese Erforschung konkreter Vorhaben darf sich nicht auf Neuerungen beschränken, die von den in diesem Gebiet bereits vorhandenen Unternehmen benutzt werden können, sondern sie muss sich auf Tätigkeiten erstrecken, die möglicherweise erst noch vollständig einzurichten sind. Bei der Anfertigung der Studie werden zahlreiche Industriesachverständige sowohl aus dem Gebiet von Nantes und dem übrigen Frankreich als auch aus dem Ausland zu Rate gezogen. Diese Konsultation wird durch das Interesse erleichtert, das die französischen Behörden und die Behörden der Gemeinschaft der gesamten Studie entgegenbringen.
- 2-2 Der allgemeine Plan für die von der SEMA durchzuführenden Untersuchungen ist im technischen Anhang zu diesem Vertrag im einzelnen dargelegt. Er sieht nachstehende aufeinanderfolgende Phasen vor:
- 2-3 - eine Phase der Erforschung und Auswahl von Ideen, die sich verwirklichen lassen, d.h. von Neuerungen, die bestimmten spezifischen Gegebenheiten des Gebietes gerecht werden
- 2-4 - eine Phase der Festlegung der Bedingungen für die Verwirklichung der festgehaltenen Ideen.

Artikel 3 - Änderungen hinsichtlich der Art der Untersuchungen

- 3-1 Entsprechend den Erfordernissen der Dienstleistung kann der in den Artikeln 1 und 2 genannte Gegenstand dieses Vertrages während der Untersuchungen geändert werden. Diese etwaigen Änderungen sind jedoch Gegenstand eines Zusatzvertrages, der im gegenseitigen Einvernehmen der drei Partner vereinbart wird, bevor die neuen Bestimmungen angewendet werden können.

Artikel 4 - Vorlage von Studienberichten

- 4-1 Über die Untersuchung der SEMA sind ausführliche Tätigkeitsvermerke und -berichte vorzulegen, die folgende Angaben enthalten:

- Tätigkeitsvermerk Nr. 1 : Ausrichtung der Arbeiten der SEMA aufgrund der ersten Ergebnisse der CEGOS
- Tätigkeitsvermerk Nr. 2 : Beschreibung der Arbeiten, die zur Erforschung neuer Ideen durchgeführt wurden
- Tätigkeitsvermerk Nr. 3 : Angabe der Methode und der Ergebnisse, die zur Auswahl realisierbarer Ideen erzielt wurden
- ein Schlussbericht enthält :
 - . eine Zusammenfassung der wichtigsten Ergebnisse, die in den vorher vorgelegten Vermerken dargelegt wurden
 - . Schlussfolgerungen über die neuen in Betracht kommenden Tätigkeiten und die Voraussetzungen ihrer Verwirklichung.

- 4-2 Diese Berichte werden in französischer Sprache angefertigt, auf Matrizé geschrieben und jedem der beiden Auftraggeber sowie dem GEDIMO in zehn Exemplaren vorgelegt.

Artikel 5 - Dauer der Untersuchungen

- 5-1 Für die gesamte Untersuchung wird eine Frist von 9 Monaten, beginnend mit der Unterzeichnung dieses Vertrages, festgelegt.

- 5-2 Die SEMA verpflichtet sich, das erforderliche Personal zur Verfügung zu stellen, damit der Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale und der Kommission der Europäischen Gemeinschaften unter den nachstehenden Bedingungen Berichte über die vorgesehene Aufgabe vorgelegt werden können:

1. Vermerk Nr. 1 : spätestens 2 Monate nach Unterzeichnung dieses Vertrages;

2. Vermerk Nr. 2 : spätestens 4 Monate nach Unterzeichnung dieses Vertrages;

3. Vermerk Nr. 3 : spätestens 6 Monate nach Unterzeichnung dieses Vertrages;

4. Zusammenfassender Bericht : spätestens 9 Monate nach Unterzeichnung dieses Vertrages.

Artikel 6 - Arbeitserleichterungen

- 611 Die Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale und die Kommission der Europäischen Gemeinschaften werden der SEMA die in ihrem Besitz befindlichen Dokumente zur Verfügung stellen, welche die SEMA für die Ausarbeitung der Studien benötigt. Sie werden der SEMA nach Möglichkeit bei der Beschaffung von Unterlagen behilflich sein.

Artikel 7 - Berufsgeheimnis

- 71- Die Bediensteten der SEMA, die an der Durchführung des Vertrages beteiligt waren, sind an das Berufsgeheimnis gebunden:
- 7-2 a) gegenüber sämtlichen Personen, die nicht zum Dienst der Délégation de l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale oder der Kommission der Europäischen Gemeinschaften gehören, hinsichtlich sämtlicher Auskünfte und Dokumente, die ihnen etwa während ihrer Arbeiten zugänglich geworden sind;
- b) gegenüber den staatlichen Dienststellen, wie auch den Dienststellen der Europäischen Gemeinschaften hinsichtlich sämtlicher besonderen Auskünfte ueber irgendein Unternehmen, die von diesem Unternehmen als vertraulich betrachtet werden.

Artikel 8 - Preis

- 8-1 Die Gesamtkosten der Studie werden global und pauschal auf ZWEIHUNDERTTAUSEND FRANZOESISCHE FRANKEN (200.000 FF) festgesetzt.
- 8-2 In diesem Betrag sind sämtliche Ausgaben für die Anfertigung, die Herausgabe und die Verteilung der Berichte und Vermerke sowie für die Entlohnung des Personals, das die SEMA zur Einhaltung der festgesetzten Fristen für erforderlich hält, einschliesslich der Reisekosten und der Tagegelder, enthalten.

Für die Dienststellen des Premierministers (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale) versteht sich dieser Preis ohne Umsatzsteuer, da die SEMA gegenwärtig dieser Steuer nicht unterliegt; im Falle, wo das Steuerregim, dem die SEMA unterliegt, umgeändert würde, würde der gesamte Betrag um diesen Steuerbetrag erhöht werden.

Für die Kommission der Europäischen Gemeinschaften ist der festgelegte Preis endgültig.

8-3 Die gesamten Kosten werden zur Hälfte von der Delegation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale und zur Hälfte von der Kommission der Europäischen Gemeinschaften nach Massgabe des Artikels 9 getragen.

Artikel 9 - Zahlungsbedingungen

9-1 Die Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale und die Kommission der Europäischen Gemeinschaften begleichen die aufgrund dieses Vertrages geschuldeten Beträge durch Einzahlung auf das Konto Nr. 11.390 B, das bei der Banque de Paris et des Pays-Bas, rue d'Antin Nr. 3, Paris, für die SEMA eröffnet ist.

9-2 Die Nichtzahlung der geschuldeten Beträge durch die Vertragspartei berechtigt die SEMA nicht, sich den Verpflichtungen zu entziehen, die aufgrund dieses Vertrages gegenüber der anderen Vertragspartei bestehen, oder von dieser letzteren die Zahlung der vorgenannten Beträge zu fordern.

9-3 Die Feststellung der Tätigkeiten, die einen Zahlungsanspruch begründen, erfolgt in der Weise, dass die Dienststellen der Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale und der Kommission der Europäischen Gemeinschaften spätestens innerhalb von zwei Monaten die in Artikel 4 dieses Vertrages vorgesehenen Vermerke und Berichte und die entsprechenden Verwaltungsaufstellungen (in vier Exemplaren) prüfen und prinzipiell annehmen.

9-4 Die Zahlungen erfolgen unter nachstehenden Bedingungen:

A - Zahlungen, die zur Hälfte zu Lasten des Premierministers gehen (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale)

9-5 1) 10 %, d.h. ZEHNTAUSEN FRANZOESISCHE FRANKEN (10.000 FF) bei Unterzeichnung dieses Vertrages gegen Vorlage der entsprechenden Verwaltungsaufstellung (in vier Exemplaren).

2) 10 %, d.h. ZEHNTAUSEN FRANZOESISCHE FRANKEN (10.000 FF) bei Uebergabe des ausführlichen Tätigkeitsvermerks Nr. 1 über den Stand der Untersuchungen und der entsprechenden Verwaltungsaufstellung (in vier Exemplaren).

3) 25 %, d.h. FÜNFUNDZWANZIGTAUSEN FRANZOESISCHE FRANKEN (25.000 FF) bei Uebergabe des ausführlichen Tätigkeitsvermerks Nr. 2 über den Stand der Untersuchungen und der entsprechenden Verwaltungsaufstellung (in vier Exemplaren).

4) 20 %, d.h. ZWANZIGTAUSEND FRANZOESISCHE FRANKEN (20.000 FF) bei Uebergabe des ausführlichen Tätigkeitsvermerks Nr. 3 über den Stand der Arbeiten und der entsprechenden Verwaltungsaufstellung (in vier Exemplaren).

5) 35 %, d.h. FUENFUNDREISSIGTAUSEND FRANZOESISCHE FRANKEN (35.000 FF) bei Uebergabe der Exemplare des in Artikel 4 Absatz 2 dieses Vertrages vorgesehenen zusammenfassenden Berichts und der entsprechenden Verwaltungsaufstellung (in vier Exemplaren).

9-9 Mit der Zahlung der in diesem Absatz vorgesehenen Beträge ist der Payeur Général de la Seine beauftragt.

B- Zahlungen zu Lasten der Europäischen Gemeinschaften

9-10 1) 10 %, d.h. ZEHNTAUSEND FRANZOESISCHE FRANKEN (10.000 FF) bei Unterzeichnung dieses Vertrages gegen Vorlage der entsprechenden Verwaltungsaufstellung (in vier Exemplaren).

9-11 2) 10 %, d.h. ZEHNTAUSEND FRANZOESISCHE FRANKEN (10.000 FF) bei Uebergabe des ausführlichen Tätigkeitsvermerks Nr. 1 über den Stand der Untersuchungen und der entsprechenden Verwaltungsaufstellung (in vier Exemplaren).

9-12 3) 25 %, d.h. FUENFUNDZWANZIGTAUSEND FRANZOESISCHE FRANKEN (25.000 FF) bei Uebergabe des ausführlichen Tätigkeitsvermerks Nr. 2 über den Stand der Untersuchungen und der entsprechenden Verwaltungsaufstellung (in vier Exemplaren).

9-13 4) 20 %, d.h. ZWANZIGTAUSEND FRANZOESISCHE FRANKEN (20.000 FF) bei Uebergabe des ausführlichen Tätigkeitsvermerks Nr. 3 über den Stand der Untersuchungen und der entsprechenden Verwaltungsaufstellung (in vier Exemplaren).

9-14 5) 35 %, d.h. FUENFUNDREISSIGTAUSEND FRANZOESISCHE FRANKEN (35.000 FF) bei Uebergabe der Exemplare des in Artikel 4 dieses Vertrages vorgesehenen Schlussberichts und der entsprechenden Verwaltungsaufstellung (in vier Exemplaren).

9-15 Die in diesem Absatz B vorgesehenen Ausgaben werden von der Kommission der Europäischen Gemeinschaften getragen.

Artikel 10 - Eigentum der Arbeiten

- 10-1 Die gesamten unter diesen Vertrag fallenden Arbeiten werden das gemeinsame Eigentum der beiden Auftraggeber, welche sie, vorbehaltlich der Bestimmungen des Artikels 7 dieses Vertrages, nach Gutdünken benutzen können. Das gleiche gilt für sämtliche von der SEMA überreichten Dokumente.

Artikel 11 - Auswertung der Studie

- 11-1 Vorbehaltlich der Bestimmungen des Artikels 7 dieses Vertrages haben die Auftraggeber das Recht, die Studie sowie die in dieser Studie enthaltenen Schlussfolgerungen oder Angaben für sich zu verwerten oder sie informationshalber oder zu Auswertungszwecken Dritten mitzuteilen. Vorbehaltlich der Bestimmungen des Artikels 7 dieses Vertrages haben die Auftraggeber das ausschliessliche Recht, die Studie in jeglicher Form, einschliesslich von Uebersetzungen, zu veröffentlichen.
- 11-3 Jede Verwertung oder Mitteilung der Studie oder eines Teils der Studie durch die SEMA muss von den Auftraggebern ausdrücklich genehmigt werden.

Artikel 12 - Haftung

- 12-1 Für die bei Ausführung dieses Vertrages der SEMA entstandenen Schäden können die Auftraggeber nicht verantwortlich gemacht werden.
- 12-2 Die SEMA trägt die bei Ausführung dieses Vertrages ihrem Personal, Dritten oder den Auftraggebern entstandenen Schäden. Die SEMA deckt und entschädigt die Auftraggeber für jede durch Dritte oder ihr Personal erhobene Haftungs- und Schadenersatzklage.
- 12-3 Die SEMA trägt die volle Verantwortung für die in der Studie enthaltenen Schlussfolgerungen und Angaben.

Artikel 13 - Besondere Vorschriften

- 13-1 Die sonstigen Vereinbarungen dieses Vertrages sind in den als Anhang 1 beigefügten Vorschriften festgelegt.

Artikel 14 - VERTRAGSURKUNDEN

Artikel 14 - Vertragsurkunden

14-1 Die Urkunden, die diesen Vertrag begründen, sind in der Reihenfolge ihrer Bedeutung:

- dieser Akt,
- die besonderen Vorschriften im Anhang 1,
- die technischen Beschreibungen im Anhang 2.

Artikel 15 - Sprache

15-1 Dieser Vertrag ist in französischer Sprache abgefasst.

Ausgestellt in vier Exemplaren

in am

Für die SEMA,
der Directeur Financier
et Administratif de la
SEMA

Der MINISTRE DELEGUE
AUPRES DU PREMIER
MINISTRE CHARGE DU
PLAN ET DE L'AMEN-
AGEMENT DU TERRITOIRE

Für die EUROPÄISCHE
WIRTSCHAFTSGEMEINSCHAFT,
vertreten durch die
KOMMISSION DER
EUROPÄISCHEN GEMEIN-
SCHAFTEN,
der Generaldirektor
für Regionalpolitik

Jacques CROS

VERTRAG

über die Anfertigung einer Studie über die Aussichten der industriellen Entwicklung des Gebietes Nantes- Saint Nazaire durch die SEMA

BESONDERE VORSCHRIFTEN

Anhang Nr. 1

A.-Vorschriften hinsichtlich der Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale

Artikel 1 - Auskünfte über die Buchführung

1-1. Die SEMA verpflichtet sich, die Bestimmungen des Artikels 54 des Finanzgesetzes für 1963 anzuwenden (Nr. 63 -156 vom 23. Februar 1963 - 2. Teil, Mittel der Dienste und besondere Bestimmungen) und der Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale auf Verlangen die in diesem Gesetz vorgesehenen Auskünfte und Dokumente und insbesondere sämtliche Auskünfte über die technischen und buchmässigen Elemente des Selbstkostenpreises der Leistungen, die Gegenstand dieses Vertrages sind, nach Massgabe des vorgenannten Dekrets Nr. 64-4 vom 6. Januar 1964 zu übermitteln.

1-2. Ausserdem wird die SEMA dulden, dass Bedienstete der Verwaltung möglicherweise an Ort und Stelle die Richtigkeit dieser Auskünfte nachprüfen. Sie wird ihnen hierbei behilflich sein.

1-3. Weigert sich die SEMA, Schriftstücke oder Dokumente vorzulegen, erteilt sie falsche Auskünfte oder widersetzt sie sich einer Nachprüfung, so kann die Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale sie durch Einschreiben mit Rückschein an die Erfüllung ihrer Verpflichtungen mahnen. Wird dieser Mahnung nicht innerhalb von 30 Tagen nach Zustellung Folge geleistet, so kann der delegierte Minister beim Premierminister (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale) den Vertrag ohne Einhaltung einer Kündigungsfrist und

XVI/15.514/D/68

./.

ohne Zahlung einer Entschädigung teilweise oder ganz kündigen lassen.

1-4. Die der Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale bereits übergebenen Untersuchungen bleiben deren Eigentum. Hinsichtlich der vor der Vollendung stehenden Untersuchungen kann die Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale auf Gefahr und Kosten der SEMA einen neuen Vertrag abschließen.

1-5. Widersetzt sich die SEMA nach endgültiger Durchführung des Vertrages einer Kontrolle der Selbstkostenpreise, so ist sie verpflichtet, beginnend mit dem 31. Tage nach Zustellung des vorgenannten Einschreibens für jeden Tag der Verzögerung der Kontrolle eine pauschale Entschädigung in Höhe eines Tausendstel der nach Artikel 9 Absatz A des Vertrages geschuldeten Beträge in die Staatskasse zu zahlen. Der Gesamtbetrag der Entschädigung darf jedoch nicht ein Drittel des Gesamtbetrages der nach Artikel 9 Absatz A des Vertrages geschuldeten Summen übersteigen.

Artikel 2 - Etwaige Kündigung des Vertrages und Verzugstrafen.

2-1. Ist die SEMA aus irgendeinem Grunde daran gehindert, die ihr übertragene Aufgabe auszuführen, so ist dieser Vertrag 14 Tage nach Zustellung eines Einschreibens mit Rückschein an die Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale unter Ausschluss einer Entschädigung ohne weiteres gekündigt.

2-2. Unbeschadet der nachstehend aufgeführten Verzugstrafen behält sich der delegierte Minister das gleiche Recht für den Fall vor, dass die SEMA ihre Aufgabe seines Erachtens nicht unter Einsatz aller ihr zur Verfügung stehenden Mittel oder nicht mit der erforderlichen Sorgfalt erfüllt, und insbesondere für den Fall, dass die in Artikel 5 des Vertrages festgesetzten Ausführungsfristen nicht eingehalten werden.

2-3. Im Falle einer Kündigung durch die Délégation à l'Aménagement du Territoire et l'Action Régionale, die nicht auf ein Verschulden der SEMA zurückzuführen ist, werden jedoch die im Zeitpunkt der Kündigung bereits durchgeführten Arbeiten entsprechend ihrem Stand nach dem Studienprogramm vergütet.

2-4. Diese Bestimmungen gelten auch für den Fall, dass die SEMA durch höhere Gewalt daran gehindert wird, die Arbeiten fortzusetzen.

2-5. Bei Ablauf der äussersten Fristen für die Übergabe der in Artikel 5 des Vertrages vorgesehenen Berichte werden die in Artikel 48 der allgemeinen Verwaltungsvorschriften für die laufenden Lieferaufträge im Anhang zum Dekret Nr. 62/1510 vom 14. Dezember 1962 vorgesehenen Verzugsstrafen unter nachstehenden Bedingungen angewendet:

a) Strafen für einen Verzug bis zu 14 Tagen :

$$\text{Anwendung der Formel: } P = \frac{V \times R}{4000}$$

2-7. b) Strafen für einen Verzug von 15 bis zu 30 Tagen :

$$\text{Anwendung der Formel: } P = \frac{V \times R}{2000}$$

2-8. c) Strafen für einen Verzug über 30 Tage :

$$\text{Anwendung der Formel : } P = \frac{V \times R}{1000}$$

2-9. Hierbei bedeuten: P = Höhe der Strafen

V = für die Strafen massgebender Wert

R = Gesamtzahl der Tage der Verzugsdauer

2-10. Für die Strafen wird ein Wert in Höhe der Honorare zugrunde gelegt, die in Artikel 9 Absatz A des Vertrages für die nicht rechtzeitig gelieferten Dokumente vorgesehen sind.

Artikel 3 - Eintragungs- und Stempelsteuer

3-1. Der Vertrag ist nach Artikel 647 der Abgabenordnung von der Eintragungssteuer und nach Artikel 1004 Absatz 2 der Abgabenordnung von der Stempelsteuer befreit.

Artikel 4 - Gesellschafts- und steuerrechtliche Verpflichtungen

4-1. Auf die Gefahr hin, dass der Vertrag ohne weiteres aufgehoben ist, versichert die Sema, dass keine Person, die in der Gesellschaft eine der in Artikel 50 des Gesetzes Nr. 52/401 vom 14. April 1952 und in der Durchführungsverordnung Nr. 54-82 vom 22. Januar 1954 genannten Stellungen bekleidet, unter das in diesem Artikel aufgeteilte Verbot fällt. Die SEMA verpflichtet sich ausserdem, die Bestimmungen des Artikels 39 des Gesetzes Nr. 54-404 vom 10. April 1954 einzuhalten.

Artikel 5 - Verpfändung

5-1. An dem Vertrag kann ein Pfandrecht bestellt werden.
Bei Verpfändung ist der Direktor der Services administratifs et financiers du Secrétariat Général du Gouvernement befugt, die Urschrift als Titel auszuhändigen und die in Artikel 192 der Verdingungsordnung genannten Auskünfte zu erteilen.

Artikel 6 - Bürgschaft

6-1. Nach Artikel 31 des durch die Dekrete Nr. 59-167 vom 7. Januar 1959 und 60-1044 vom 22. September 1960 geänderten Dekrets Nr. 53-405 vom 11. Mai 1953 ist die SEMA von der Stellung einer Bürgschaft befreit.

Artikel 7 - Übereinstimmung des Vertrages mit dem geltenden Recht

7-1. Jede Klausel in den Dokumenten, auf die sich der Vertrag bezieht, die in Widerspruch zu den Bestimmungen der Verdingungsordnung stehen sollte, muss als ungültig angesehen werden.

Artikel 8 - Übertragung der Zeichnungsbefugnis

8-1. Der Vertrag wird nach den Bestimmungen des Erlasses des Premierministers vom zur Übertragung der Zeichnungsbefugnis unterzeichnet.

Artikel 9 - Allgemeine Verwaltungsvorschriften

9-1. Auf den Vertrag finden die allgemeinen Verwaltungsvorschriften für laufende Lieferaufträge im Anhang zum Dekret Nr. 62-1510 vom 14. Dezember 1962 Anwendung.

Artikel 10 - Beilegung von Streitfällen

10-1. Ergeben sich zwischen der STMA und der Délégation à l'aménagement du territoire et à l'Action Régionale Streitigkeiten über diesen Vertrag, so ist das Tribunal administratif in Paris zuständig.

10-2. Wird der Comité consultatif de règlement amiable angerufen, so werden die Kosten für Sachverständigengutachten je zur Hälfte getragen.

B. - Vorschriften hinsichtlich der Kommission der Europäischen Gemeinschaften

Artikel 11 - Kündigung

Die Kommission der Europäischen Gemeinschaften kann diesen Vertrag wegen Nichterfüllung oder wegen mangelhafter Erfüllung durch die STMA kündigen. Erklärt die Kommission der Europäischen Gemeinschaften nach einer durch Einschreiben mit Rückschein zugestellten Mahnung, der nicht innerhalb von 30 Tagen Folge geleistet wird, dass sie von ihrem Kündigungsrecht Gebrauch mache, so gilt der Vertrag, unbeschadet der Geltendmachung von Schadensersatzansprüchen wegen Nichterfüllung, ohne weiteres als aufgehoben.

In jedem Fall ist die Gesellschaft verpflichtet, der Kommission der Europäischen Gemeinschaften uneingeschränkt die Ergebnisse der Studie und die bei vorzeitiger Beendigung des Vertrages vorliegenden Dokumente zur Verfügung zu stellen.

Ist die Kündigung nicht auf ein Verschulden der SEMA zurückzuführen, so werden die im Zeitpunkt der Kündigung durchgeführten Arbeiten entsprechend ihrem Stand nach dem Studienplan vergütet.

Diese Bestimmungen gelten auch für den Fall, dass die SEMA durch höhere Gewalt daran gehindert wird, die Arbeiten fortzusetzen.

Artikel 12.-

Für diesen Vertrag gilt das französische Recht.

Der Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften ist für alle diesen Vertrag betreffenden Streitfälle zwischen der SEMA und der Kommission der Europäischen Gemeinschaften ausschliesslich zuständig.

Technischer Anhang

Arbeitsmethode der SEMA

Die Abteilung für industrielle Entwicklung der SEMA wendet für diese Untersuchung eine Arbeitsmethode an, die sich an die von der SEMA entwickelte und seit mehreren Jahren angewendete Methode "MARSAN"

(Methode der Analyse, der Erforschung und der Auswahl neuer Tätigkeiten) anlehnt. Dieser Vermerk soll konkret die Forschungstätigkeiten beschreiben, die in dem von der Kommission der Europäischen Gemeinschaften und der DATAR festgelegten Rahmen tatsächlich in Angriff genommen werden sollen.

Vorbemerkung: Die neuen Tätigkeitsvorhaben im Gebiet Nantes-Saint Nazaire können im Rahmen der bereits bestehenden Unternehmen oder in Form integraler Gründungen verwirklicht werden.

Hinsichtlich der ersten Möglichkeit benötigt die SEMA eine Reihe von Auskünften über die Unternehmen des Gebietes. Das macht eine enge Zusammenarbeit mit der CEGOS erforderlich, und im folgenden werden wir auf die Punkte hinweisen, für die eine solche Zusammenarbeit hauptsächlich in Betracht kommt.

1. ALLGEMEINER FORSCHUNGSPLAN

Das Aufspüren von Neuerungen, die in wirtschaftlich rentabler Weise im Gebiet von Nantes-St. Nazaire benutzt werden könnten, umfasst hauptsächlich zwei Phasen:

- eine Phase der Suche und Auswahl von realisierbaren Ideen, d. h. von Neuerungen, die bestimmten spezifischen Gegebenheiten des Gebietes gerecht werden
- eine Phase der Festlegung der Bedingungen für die Verwirklichung der festgehaltenen Ideen.

1.1.- ERFORSCHUNG UND AUSWAHL REALISIERBARER IDEEN

In dieser ersten Phase, in der die Methode MARSAN angewendet wird, soll folgendes erreicht werden:

- Zusammenstellung einer möglichst grossen Auswahl von Ideen
- Erfassung der spezifischen Gegebenheiten des Gebietes
- engere Auswahl der realisierbaren Ideen auf Grund einer Gegenüberstellung der Ideen und der Gegebenheiten.

1.1.1.- Suche von Ideen

Diese Suche erfolgt innerhalb wie ausserhalb des Gebietes von Nantes-St.Nazaire.

1.1.1.1. Innerhalb des Gebietes von Nantes-St.Nazaire

Das Problem der Entwicklung dieses Gebietes ist ein entscheidendes Problem, und sicherlich sind oder waren bereits zahlreiche Ideen vorhanden. Diese Ideen können zusammengestellt werden:

- entweder innerhalb der unmittelbar betroffenen Unternehmen. Hierfür kommt die Mitwirkung der CEGOS in Betracht. Um zu vermeiden, dass diese Unternehmen getrennten Untersuchungen zweier verschiedener Forschungsinstitute unterzogen werden, müssten die Ideen auf dieser Ebene von der CEGOS unter Berücksichtigung genauer Anweisung der SEMA zusammengetragen werden;
- oder bei Persönlichkeiten oder Organisationen des Gebietes wie:
 - . Verwaltungen
 - . öffentliche Körperschaften
 - . Gewerkschaften (Berufsverbände oder Arbeitergewerkschaften)
 - . Unternehmensleiter in Tätigkeitsbereichen, die durch die Studie nicht betroffen werden (diese Besuche werden mit den etwaigen Besuchen der CEGOS koordiniert).

1.1.1.2- Ausserhalb des Gebiets Nantes -St.Nazaire:

Diese Zusammenstellung in Frankreich wie im Ausland erfolgt auf Grund verschiedener Quellen:

- Auswertung der industriellen Unterlagen und der industriellen Erfahrung der SEMA und der mit ihr verbundenen Gesellschaften
- Erfahrung der Unternehmen in den von der Studie erfassten Sektoren
- Konsultation von Forschungsinstituten
- Konsultation von Sachverständigen
- "Brainstorming"- Zusammenkünfte mit Fachleuten verschiedener Gebiete
- Besuche bei Unternehmen oder Organisationen im Ausland und insbesondere in den USA

1.1.1.2.-Erfassung spezifischer Gegebenheiten des Gebietes

(in Verbindung mit der CEGOS)

Zur Erfassung der spezifischen Gegebenheiten sind zwei zusätzliche Untersuchungen vorgesehen:

- Analyse der Ergebnisse der für das Gebiet Nantes-Saint Nazaire bereits vorliegenden Entwicklungstudien
- Analyse der bisherigen Erfahrungen hinsichtlich der Ansiedlung von Industrien. Bei dieser Analyse werden berücksichtigt:
 - . die Gründe für eine Ansiedlung der Unternehmen im Gebiet Nantes-Saint Nazaire

. die Gründe, welche die Unternehmen von einer Ansiedlung in diesem Gebiet abhielten.

Im Rahmen dieser zweiten Untersuchung sind bei den zuständigen örtlichen Stellen (zur Feststellung der bisherigen Erfahrungen und zur Erlangung gewisser Auskünfte

über die Gründe der Ergebnisse hinsichtlich der Ansiedlungsvorhaben) und bei den Unternehmensleitern, die eine Ansiedlung verwirklicht oder einen Ansiedlungsplan aufgegeben haben, Ermittlungen anzustellen.

1.1.2.-Auswahl der realisierbaren Ideen

Diese Auswahl ergibt sich unmittelbar aus der Gegenüberstellung:

- der Grundmerkmale der erfassten Ideen
- der spezifischen Gegebenheiten des Gebietes.

Auf dieser Ebene kann unter Verwendung eines Elektronenrechners das Auswahlverfahren ELECTRE angewendet werden.

1.2.-FESTLEGUNG DER BEDINGUNGEN FÜR DIE VERWIRKLICHUNG DER REALISIERBAREN IDEEN

In dieser zweiten Phase sollen zunächst die realisierbaren Ideen analysiert werden, um ihre wichtigsten Voraussetzungen zu ermitteln:

- Umfang der Investitionen
- Erwerb von Know-how
- Energiebedarf
- Versorgungsgegebenheiten und Lage in bezug auf das Verkehrsnetz
- Qualifikation und Umfang der Arbeitskraft
- Organisation des Handels
-

Unter Berücksichtigung dieser Voraussetzungen einerseits und der in der gemeinsamen Untersuchung festgestellten Merkmale der Unternehmen dieses Gebietes andererseits wird man bestimmen, ob die Vorhaben

- im Rahmen der bestehenden Unternehmen
 - oder durch Neugründungen
- verwirklicht werden können.

In jedem dieser Fälle wird man abschliessend festlegen:

- die wichtigsten Voraussetzungen, die erfüllt sein müssen, damit die Vorhaben in wirtschaftlich rentabler Weise verwirklicht werden
- den erwünschten Zeitplan für die Verwirklichung.

Die Schlussfolgerungen der Untersuchungen der SEMA würden somit in Form eines Schemas der Durchführungsbedingungen für jede Idee vorliegen, die als Grundlage für die Untersuchungen über die Durchführbarkeit und demnach für die Einleitung der zweiten Arbeitsphase, nämlich der Umstrukturierung des "industriellen Gewebes" des Gebietes Nantes-Saint Nazaire, dienen könnte.

2. ARBEITSPROGRAMM

Das allgemeine Studienprogramm sieht vor, dass die Arbeiten der CEGOS am 15. Oktober 1968 beginnen.

Die Arbeiten der SEMA umfassen die drei nachstehenden zeitlich aufeinanderfolgenden Phasen:

- eine vorbereitende Phase von 1 1/2 Monaten, in der die Verbindungen mit der CEGOS im Hinblick auf die unter Teilnahme der SEMA durchzuführenden Untersuchungen aufgenommen werden.
- die Phase 1 von 4 Monaten ab Abschluss der vorbereitenden Phase, die den im Kapitel 1.1 aufgeführten Arbeiten entspricht.
- die Phase 2, schliesslich, die den im Kapitel 1.2 aufgeführten Arbeiten entspricht.

Nach diesem Zeitplan könnte am Ende der ersten Phase, d.h. Ende März 1969, eine Plenar-Arbeitssitzung stattfinden; diese Sitzung schliesst selbstverständlich nicht aus, dass während der Untersuchung, nach den in der Anlage zu dem Schreiben der Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale an die Kommission der Europäischen Gemeinschaften vom 1. August 1968 im einzelnen festgelegten Grundsätzen, weniger formelle Kontakte aufgenommen werden. Die Sitzung, auf der die endgültigen Ergebnisse vorgelegt werden, könnte in der ersten Hälfte des Monats Juli 1969 stattfinden.

Freihändige Auftragsvergabe Nr.

zwischen der COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE -
Abteilung "Economie Industrielle" und der DELEGATION A L'AME-
NAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE

Vertrag

zwischen der COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE -
Abteilung "Economie Industrielle" und der KOMMISSION DER EU-
ROPAEISCHEN GEMEINSCHAFTEN

Nachdem ein Programm zur Untersuchung der Aussichten der industriellen
Entwicklung des Gebietes NANTES - SAINT NAZAIRE aufgestellt worden ist,
soll dieses Gesamtprogramm in Zusammenarbeit zwischen der COMMISSION
GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE und der SOCIETE D'ECONOMIE ET DE
MATHEMATIQUE APPLIQUEE.

Gegenstand dieses Vertrages ist die Verwirklichung der nachstehenden
Untersuchung durch die COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE.

ZWISCHEN

dem Ministre Délégué auprès du Premier Ministre chargé du Plan et de l'Aménagement du Territoire, vertreten durch Herrn Olivier GUICHARD, und

der EUROPÄISCHEN WIRTSCHAFTSGEMEINSCHAFT, vertreten durch die KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN in der Person von Herrn Jacques CROS, Generaldirektor für Regionalpolitik,

einerseits

und der COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE (Vereinigung, Gesetz von 1901) mit Geschäftssitz in PUTEAUX, rue Jean-Jaurès 91, nachstehend kurz CEGOS genant, eingetragen beim INSEE unter der Nummer 818-92-062-0005 und bei der Polizeipräfektur ABL vom 3.12.48 unter der Nummer 17.787, vertreten durch ihren stellvertretenden Generaldirektor, Herrn Octave GELINIER, der im Namen und für Rechnung der CEGOS handelt.

andererseits.

Für die französische Republik:

gestützt auf das Dekret Nr. 56-256 vom 13. März 1956, insbesondere auf Artikel 35 Abs. 4 ;

gestützt auf die allgemeinen Verwaltungsvorschriften für laufende Lieferaufträge im Anhang zum Dekret 62-1510 vom 14. Dezember 1962;

gestützt auf Artikel 54 des Finanzgesetzes für 1963 (Nr. 63-156 vom 23. Februar 1963);

gestützt auf das Dekret Nr. 64-4 vom 6. Januar 1964 zur Regelung der Kontrolle der Selbstkostenpreise für bestimmte Märkte;

gestützt auf das geänderte Dekret Nr. 64-729 vom 17. Juli 1964 zur Kodifizierung der geltenden Verwaltungsvorschriften für öffentliche Aufträge.

Für die KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN:

gestützt auf das Schreiben Nr. 1720 vom 13. Dezember 1967 der Ständigen Vertretung Frankreichs bei den Europäischen Gemeinschaften an die Kommission der Europäischen Gemeinschaften;

gestützt auf den Beschluss der Kommission der Europäischen Gemeinschaften vom
.....

ist folgendes vereinbart worden:

ARTIKEL I - GEGENSTAND DES VERTRAGES

Die COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE (C.E.G.O.S.) verpflichtet sich, für Rechnung der KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN und des Ministers (DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE) nach deren Weisungen eine Untersuchung über die Aussichten der industriellen Entwicklung des Gebietes NANTES - SAINT NAZAIRE durchzuführen.

ARTIKEL II - BESCHREIBUNG DES AUFTRAGES

Im Rahmen des in Artikel 1 bezeichneten Gegenstandes hat die COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE folgende Aufgabe:

"Analyse der Industrieunternehmen des Gebietes NANTES - SAINT NAZAIRE, bei der es weniger auf eine eingehende Untersuchung der Verwaltungsprobleme der Unternehmen, als vielmehr auf eine Untersuchung (und gegebenenfalls Beeinflussung) ihrer allgemeinen Einstellung zu Neuerungen, dem technischen Fortschritt und Marktänderungen ankommt.

Die Wahl der Unternehmen wird im Einvernehmen mit den Auftraggebern und SEMA getroffen. Die Zahl dieser Unternehmen, die vom Umfang der diagnostischen Untersuchung abhängt, kann nicht von vornherein festgelegt werden. Sie wird sich jedoch auf etwa fünfzig belaufen.

Die Arbeitsmethode wird im technischen A,ha,g Nr. 2 festgelegt".

ARTIKEL III - AENDERUNGEN HINSICHTLICH DER ART DER UNTERSUCHUNGEN

Auf Verlangen einer Partei kann der in den Artikeln I und II genannte Gegenstand dieses Vertrages während der Untersuchungen geändert werden. Diese etwaigen Änderungen sind jedoch Gegenstand eines Zusatzvertrages, der im gegenseitigen Einvernehmen der drei Parteien vereinbart wird, bevor die neuen Bestimmungen angewendet werden können.

ARTIKEL IV - VORLAGE VON STUDIENBERICHTEN

Bericht Nr. 1 : Namensverzeichnis der ersten zehn aufgesuchten Unternehmen.
Kurzbericht über den Besuch und Verzeichnis der Unternehmen, die in der zweiten Phase aufzusuchen sind.

Bericht Nr. 2 : Namensverzeichnis der 40 bis 50 Unternehmen, die in der zweiten Phase aufgesucht wurden, und Kurzberichte über die Besuche. Diese Berichte sind summarisch, da den öffentlichen Stellen keine dem Studienbüro anvertraute Angaben gemacht werden dürfen, die Unternehmensgeheimnisse berühren.

Zusammenfassender Bericht, der

- eine Beurteilung über die Entwicklungsfähigkeit der wichtigsten Industriesektoren,
- eine Schlussfolgerung der Wettbewerbsfähigkeit auf regionaler Ebene beinhaltet.

Die Berichte werden in französischer Sprache angefertigt, auf Matritze geschrieben und jedem der beiden Auftraggeber sowie dem GEDIMO in zehn Exemplaren vorgelegt.

ARTIKEL V - DAUER DER UNTERSUCHUNGEN

Die COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE (C.E.G.O.S.) hat sich hinsichtlich der gesamten Untersuchungen mit einer Frist von 4,5 Monaten (viereinhalf Monate) nach Unterzeichnung dieses Vertrages einverstanden erklärt.

Diese Frist ist davon abhängig gemacht worden, dass die Möglichkeit besteht, die betreffenden Unternehmen rechtzeitig aufzusuchen:

- Bericht Nr. 1 : 1,5 Monate nach Unterzeichnung dieses Vertrages,
- Bericht Nr. 2 : 3 Monate nach der Unterzeichnung dieses Vertrages,
- zusammenfassender Bericht : 4,5 Monate nach Unterzeichnung dieses Vertrages.

Die COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE (C.E.G.O.S.) verpflichtet sich, das erforderliche Personal zur Verfügung zu stellen, damit der DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE und der KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN ein Bericht über die vorgesehene Aufgabe vorgelegt werden kann.

ARTIKEL VI - ARBEITSERLEICHTERUNGEN

Die Dienststelle des Premierministers, die für die AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE zuständig ist, und die KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN werden der COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE die in ihrem Besitz befindlichen Dokumente zur Verfügung stellen, welche die C.E.G.O.S. für die Ausarbeitung der Studien benötigt. Sie werden der COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE nach Möglichkeit bei der Beschaffung von Unterlagen behilflich sein.

ARTIKEL VII - BERUFSGEHEIMNIS

Die Bediensteten der COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE, die an der Durchführung dieses Vertrages beteiligt waren, sind an das Berufsgeheimnis gebunden:

- a) gegenüber sämtlichen Personen, die nicht zum Dienst der DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE und der KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN gehören, hinsichtlich sämtlicher Auskünfte und Dokumente, die ihnen während ihrer Arbeiten zugänglich geworden sind,
- b) gegenüber den staatlichen Dienststellen wie denen der Europäischen Gemeinschaften hinsichtlich sämtlicher besonderen Auskünfte über irgendein Unternehmen, die von diesem Unternehmen als vertraulich betrachtet werden.

ARTIKEL VIII - PREIS

Die Gesamtkosten der Studie werden global und pauschal auf ZWEIHUNDERTTAUSEND FRANZOESISCHE FRANKEN (200.000 FF) festgesetzt.

In diesem Betrag sind sämtliche Ausgaben für die Anfertigung, die Herausgabe und die Verteilung des Berichts und der Tätigkeitsvermerke sowie für die Entlohnung des Personals, das die COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE zur Einhaltung der festgesetzten Fristen für erforderlich hält, einschliesslich der Reisekosten und der Tagegelder enthalten.

Dieser Preis versteht sich einschliesslich sämtlicher Abgaben.

Diese gesamten Kosten werden zur Hälfte von der DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE und zur Hälfte von der KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN nach Massgabe des Artikels 9 getragen.

ARTIKEL IX - ZAHLUNGSBEDINGUNGEN

Die DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE und die KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN begleichen die aufgrund dieses Vertrages geschuldeten Beträge durch Einzahlung auf das Konto Nr. 620-12-1084, das bei der BANQUE REGIONALE D'ESCOMPTE ET DE DEPOTS (B.R.E.D.) in PUTEAUX, Place Stalingrad für die COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE eröffnet ist.

Die Nichtzahlung der geschuldeten Beträge durch eine Vertragspartei berechtigt die COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE nicht, sich den Verpflichtungen zu entziehen, die aufgrund dieses Vertrages gegenüber der anderen Vertragspartei bestehen, oder von dieser letzteren die Zahlung der vorgenannten Beträge zu fordern.

Die Feststellung der Tätigkeiten, die einen Zahlungsanspruch begründen, erfolgt in der Weise, dass die Dienststellen der DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE und der KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN spätestens innerhalb von zwei Monaten die in Artikel 4 dieses Vertrages vorgesehenen Tätigkeitsvermerke und den vorgesehenen Bericht (die in vier Exemplaren übermittelt sein müssen) prüfen und grundsätzlich billigen.

Die Zahlungen erfolgen unter nachstehenden Bedingungen:

A/ Zahlungen die zur Hälfte zu Lasten des Premierministers gehen (DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE):

- 1) 10 %, d.h. ZEHNTAUSEND FRANZOESISCHE FRANKEN (10.000 FF) bei Unterzeichnung dieses Vertrages gegen Vorlage der entsprechenden Verwaltungsaufstellung in vier Exemplaren;
- 2) 30 %, d.h. DREISSIGTAUSEND FRANZOESISCHE FRANKEN (30.000 FF) bei Uebergabe des Berichts Nr. 1 hinsichtlich der ersten zehn aufgesuchten Unternehmen, gegen Vorlage einer Verwaltungsaufstellung in vier Exemplaren;
- 3) 25 %, d.h. FUNFUNDZWANZIGTAUSEND FRANZOESISCHE FRANKEN (25.000 FF) bei Uebergabe des Berichts Nr. 2 hinsichtlich der vierzig aufgesuchten Unternehmen, gegen Vorlage einer Verwaltungsaufstellung in vier Exemplaren;
- 4) 35 %, d.h. FUEFUNDREISSIGTAUSEND FRANZOESISCHE FRANKEN (35.000 FF) bei Uebergabe des Schlussberichts, gegen Vorlage einer Verwaltungsaufstellung in vier Exemplaren.

Mit der Zahlung der in diesem Absatz A vorgesehenen Beträge ist der Payeur Général in PARIS beauftragt. Mit Ausnahme der ersten Zahlung erfolgt jede weitere Zahlung erst dann, wenn sich die Auftraggeber mit jedem Vermerk grundsätzlich einverstanden erklärt haben. Die Auftraggeber müssen sich innerhalb von zwei Monaten nach Eingang des betreffenden Vermerks äussern.

B/ Zahlungen, die zur Hälfte zu Lasten der KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN in BRUSSEL gehen:

- 1) 10 %, d.h. ZEHNTAUSEND FRANZOESISCHE FRANKEN (10.000 FF) bei Unterzeichnung dieses Vertrages gegen Vorlage der Verwaltungsaufstellung in vier Exemplaren;
- 2) 30 %, d.h. DREISSIGTAUSEND FRANZOESISCHE FRANKEN (30.000 FF) bei Uebergabe des Berichts Nr. 1 gegen Vorlage einer Verwaltungsaufstellung in vier Exemplaren;
- 3) 25 %, d.h. FUENFUNDZWANZIGTAUSEND FRANZOESISCHE FRANKEN (25.000 FF) bei Uebergabe des Berichts Nr. 2 gegen Vorlage einer Verwaltungsaufstellung in vier Exemplaren;
- 4) 35 %, d.h. FUENFUNDTREISSIGTAUSEND FRANZOESISCHE FRANKEN (35.000 FF) bei Uebergabe des Schlussberichts, gegen Vorlage einer Verwaltungsaufstellung in vier Exemplaren.

Die in diesem Absatz B vorgesehenen Ausgaben werden von der KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN getragen.

ARTIKEL XII - HAFTUNG

Für die bei Ausführung dieses Vertrages dem Auftragnehmer (COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE - C.E.G.O.S.) entstandenen Schäden können die Auftraggeber nicht verantwortlich gemacht werden.

Die Gesellschaft trägt die bei Ausführung dieses Vertrages ihrem Personal, Dritten oder den Auftraggebern entstandenen Schäden. Die Auftragnehmer (C.E.G.O.S.) decken und entschädigen die Auftraggeber für jede durch Dritte oder ihr Personal erhobene Haftungs- und Schadenersatzklage.

Die Gesellschaft trägt die volle Verantwortung für die in der Studie enthaltenen Schlussfolgerungen und Angaben.

ARTIKEL XIII - BESONDERE VORSCHRIFTEN

Die sonstigen Vereinbarungen dieses Vertrages sind in den als Anhang I beigefügten besonderen Vorschriften festgelegt.

ARTIKEL XIV - VERTRAGSURKUNDEN

Die Urkunden, die diesen Vertrag begründen, sind in der Reihenfolge ihrer Bedeutung:

- dieser Akt,
- die besonderen Vorschriften im Anhang I,
- die technischen Beschreibungen im Anhang II.

ARTIKEL XV - SPRACHE

Dieser Vertrag ist in französischer Sprache abgefasst.

Ausgestellt in vier Exemplaren

in am

Für die COMMISSION GENERALE
D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE,
der stellvertretende
Generaldirektor

Der MINISTRE-DELEGUE
AUPRES DU PREMIER
MINISTRE CHARGE DU
PLAN ET DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE

FUER DIE EUROPÄISCHE
WIRTSCHAFTSGEMEINSCHAFT,
vertreten durch die
KOMMISSION DER EUROPÄI-
SCHEN GEMEINSCHAFTEN,
der Generaldirektor für
Regionalpolitik

O. GELINIER

Jacques CROS

V E R T R A G

über die Anfertigung einer Studie über die Aussichten der industriellen Entwicklung des Gebietes NANTES - SAINT-NAZAIRE durch die COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE, Abteilung "Economie Industrielle".

BESONDERE VORSCHRIFTEN

Anhang Nr. 1

A/ Vorschriften hinsichtlich der Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale

Artikel 1 - Auskünfte über die Buchführung

Die COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION (CEGOS) verpflichtet sich, die Bestimmungen des Artikels 54 des Finanzgesetzes für 1963 anzuwenden (Nr. 63-156 vom 23. Februar 1963 - 2. Teil, Mittel der Dienste und besondere Bestimmungen) und der Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale auf Verlangen die in diesem Gesetz vorgesehenen Auskünfte und Dokumente und insbesondere sämtliche Auskünfte über die technischen und buchmässigen Elemente des Selbstkostenpreises der Leistungen, die Gegenstand dieses Vertrages sind, nach Massgabe des vorgenannten Dekrets Nr. 61-4 vom 6. Januar 1961 zu übermitteln.

Ausserdem wird die COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION (CEGOS) dulden, dass Bedienstete der Verwaltung möglicherweise an Ort und Stelle die Richtigkeit dieser Auskünfte nachprüfen. Sie wird ihnen hierbei behilflich sein.

Weigert sich die COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION (CEGOS), Schriftstücke oder Dokumente vorzulegen, erteilt sie falsche Auskünfte oder widersetzt sie sich einer Nachprüfung, so kann der delegierte Minister beim Premierminister (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale) sie durch Einschreiben mit Rückschein an die Erfüllung ihrer Verpflichtungen mahnen. Wird dieser Mahnung nicht innerhalb von 30 Tagen nach Zustellung Folge geleistet, so kann der delegierte Minister den Vertrag ohne Einhaltung einer Kündigungsfrist und ohne Zahlung einer Entschädigung teilweise oder ganz kündigen lassen.

Die der Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale bereits übergebenen Untersuchungen bleiben deren Eigentum. Hinsichtlich der vor der Vollendung stehenden Untersuchungen kann die Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale auf Gefahr und Kosten der COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE (CEGOS) einen neuen Vertrag schliessen.

Widersetzt sich die COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE (CEGOS) nach endgültiger Durchführung des Vertrages einer Kontrolle der Selbstkostenpreise, so ist sie verpflichtet, beginnend mit dem 31. Tage nach Zustellung des vorgenannten Einschreibens für jeden Tag der Verzögerung der Kontrolle eine pauschale Entschädigung in Höhe eines Tausendstel der nach Artikel 9 Absatz A des Vertrages geschuldeten Beträge in die Staatskasse zu zahlen. Der Gesamtbetrag der Entschädigung darf jedoch nicht ein Drittel des Gesamtbetrages der nach Artikel 9 Absatz A des Vertrages geschuldeten Summen übersteigen.

Artikel 2 -- Etwaige Kündigung des Vertrages und Verzugstrafen

Ist die COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE (CEGOS) aus irgendeinem Grunde daran gehindert, der ihr übertragene Aufgabe auszuführen, so ist dieser Vertrag 14 Tage nach Zustellung eines Einschreibens mit Rückschein an die Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale unter Ausschluss einer Entschädigung ohne weiteres gekündigt.

Unbeschadet der nachstehend aufgeführten Versugsstrafen behält sich der Delegierte Minister beim Premierminister das gleiche Recht für den Fall vor, dass die COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE (CEGOS) ihre Aufgabe seines Erachtens nicht unter Einsatz aller ihr zur Verfügung stehenden Mittel oder nicht mit der erforderlichen Sorgfalt erfüllt, und insbesondere für den Fall, dass die in Artikel 5 des Vertrages festgesetzten Ausführungsfristen nicht eingehalten werden.

Im Falle einer Kündigung, die nicht auf ein Verschulden der COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE (CEGOS) zurückzuführen ist, werden jedoch die im Zeitpunkt der Kündigung bereits durchgeführten Arbeiten entsprechend ihrem Stand nach dem Studienprogramm vergütet. Diese Bestimmungen gelten auch für den Fall, dass die COMMISSION D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE (CEGOS) durch höhere Gewalt daran gehindert wird, die Arbeiten fortzusetzen.

Bei Ablauf der äussersten Fristen für die Übergabe der in Artikel 5 des Vertrages vorgesehenen Berichte werden die in Artikel 48 der allgemeinen Verwaltungsvorschriften für laufende Lieferaufträge im Anhang zum Dekret Nr. 62/1510 vom 14. Dezember 1962 vorgesehenen Verzugstrafen unter nachstehenden Bedingungen angewendet:

a) Strafen für einen Verzug bis zu 14 Tagen :

$$\text{Anwendung der Formel : } P = \frac{V \times R}{4\ 000}$$

b) Strafen für einen Verzug von 15 bis zu 30 Tagen

$$\text{Anwendung der Formel : } P = \frac{V \times R}{2\ 000}$$

c) Strafen für einen Verzug über 30 Tage :

$$\text{Anwendung der Formel : } P = \frac{V \times R}{1\ 000}$$

Hierbei bedeuten: P = Höhe der Strafen

V = für die Strafen massgebender Wert

R = Gesamtzahl der Tage der Verzugdauer

Für die Strafen wird ein Wert in Höhe der Honorare zugrunde gelegt, die in Artikel 9 Absatz 1 des Vertrages für die nicht rechtzeitig gelieferten Dokumente vorgesehen sind.

Artikel 3 - Eintragungs- und Stempelsteuer

Der Vertrag ist nach Artikel 647 der Abgabenordnung von der Eintragungssteuer und nach Artikel 1004 Absatz 2 der Abgabenordnung von der Stempelsteuer befreit.

Artikel 4 - Gesellschafts- und steuerrechtliche Verpflichtungen

Auf die Gefahr hin, dass der Vertrag ohne weiteres aufgehoben ist, versichert die COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE (CEGOS), dass keine Person, die in der Gesellschaft eine der in Artikel 50 des Gesetzes Nr. 52/401 vom 14. April 1952 und in der Durchführungsverordnung Nr. 54-82 vom 22. Januar 1954 genannten Stellungen bekleidet, unter das in diesem Artikel aufgestellte Verbot fällt. Die COMMISSION

GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE (CEGOS) verpflichtet sich ausserdem, die Bestimmungen des Artikels 39 des Gesetzes Nr. 54-404 vom 10. April 1954 einzuhalten.

Artikel 5 - Verpfändung

An den Vertrag kann ein Pfandrecht bestellt werden.

Bei Verpfändung ist der Direktor der Services administratifs et financiers du Secrétariat Général du Gouvernement befugt, die Urschrift als Titel auszuhändigen und die in Artikel 192 der Verdingungsordnung genannten Auskünfte zu erteilen.

Artikel 6 - Bürgschaft

Nach Artikel 31 des durch die Dekrete Nr. 59-167 vom 7. Januar 1959 und 60-1044 vom 22. September 1960 geänderten Dekrets Nr. 53-405 vom 11. Mai 1953 ist die COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE (CEGOS) von der Stellung einer Bürgschaft befreit.

Artikel 7 - Übereinstimmung des Vertrages mit dem geltenden Recht

Jede Klausel in den Dokumenten, auf die sich der Vertrag bezieht, die in Widerspruch zu den Bestimmungen der Verdingungsordnung stehen sollte, muss als ungültig angesehen werden.

Artikel 8 - Übertragung der Zeichnungsbefugnis

Der Vertrag wird nach den Bestimmungen des Erlasses des Premierministers vom zur Übertragung der Zeichnungsbefugnis unterzeichnet.

Artikel 9 - Allgemeine Verwaltungsvorschriften

Auf den Vertrag finden die allgemeinen Verwaltungsvorschriften für die laufenden Lieferaufträge im Anhang zum Dekret Nr. 62-1510 vom 14. Dezember 1962 Anwendung.

Artikel 10 - Beilegung von Streitfällen

Ergeben sich zwischen der COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE (CEGOS) und dem Delegierte Minister beim Premierminister (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale)

Streitigkeiten über diesen Vertrag, so ist das Tribunal administratif in Paris zuständig.

Wird der Comité consultatif de règlement amiable angerufen, so werden die Kosten für Sachverständigengutachten je zur Hälfte getragen.

B/ Vorschriften hinsichtlich der Kommission der Europäischen Gemeinschaften

Artikel 11 - Kündigung

Die Kommission der Europäischen Gemeinschaften kann diesen Vertrag wegen Nichterfüllung oder wegen mangelhafter Erfüllung durch die COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE (CEGOS) kündigen. Erklären die Auftraggeber nach einer der Gesellschaft durch Einschreiben mit Rückschein zugestellten Mahnung, der nicht innerhalb von 30 Tagen Folge geleistet wird, dass sie von ihrem Kündigungsrecht Gebrauch mache, so gilt der Vertrag, unbeschadet der Geltendmachung von Schadenersatzansprüchen wegen Nichterfüllung, ohne weiteres als aufgehoben.

In jedem Fall ist die Gesellschaft verpflichtet, der Kommission der Europäischen Gemeinschaften uneingeschränkt die Ergebnisse der Studie und die bei vorzeitiger Beendigung des Vertrages vorliegenden Dokumente zur Verfügung zu stellen.

Ist die Kündigung nicht auf ein Verschulden der COMMISSION d'ORGANISATION SCIENTIFIQUE (CEGOS) zurückzuführen, so werden die im Zeitpunkt der Kündigung durchgeführten Arbeiten entsprechend ihrem Stand nach dem Studienplan vergütet.

Diese Bestimmungen gelten auch für den Fall, dass die COMMISSION D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE (CEGOS) durch höhere Gewalt daran gehindert wird, die Arbeiten fortzusetzen.

Artikel 12

Für diesen Vertrag gilt französisches Recht.

Der Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften ist für alle diesen Vertrag betreffenden Streitfälle zwischen der COMMISSION D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE (CEGOS) und der Kommission des Europäischen Gemeinschaften ausschliesslich zuständig.

TECHNISCHER ANHANG Nr. 2

für die Untersuchung der Aussichten einer industriellen Entwicklung
des Gebietes NANTES-SAINT-NAZAIRE

Nachstehend werden die Ziele und die von der COMMISSION GENERALE
D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE (CEGOS) vorgeschlagene Methode angegeben.

Letztere dient nur als Leitschnur. Sie muss so elastisch bleiben, dass
sie für eine Mehrzahl von Unternehmen in Betracht kommen kann, die sich durch
Struktur, Grösse oder Tätigkeit voneinander unterscheiden.

1. - ZIELE

Die Untersuchung der COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE
soll über die "allgemeine Einstellung" einer Zahl von Unternehmen des Ge-
bietes Nantes-Saint-Nazaire "zu Neuerungen, dem technischen Fortschritt und
der Änderung der Märkte", mit anderen Worten, über die Entwicklungsfähigkeit
ausgewählter Unternehmen des Gebietes Klarheit geben.

Hierzu ist es erforderlich:

- eine Diagnose über ausgewählte Unternehmen der Region aufstellen,
ihre Entwicklungsfähigkeiten herausstreichen, und gegebenenfalls die
notwendigen Mittel für eine schnellere Entwicklung festzulegen,
- eine Reihe von Angaben über diese Unternehmen zusammenzustellen
und zu analysieren,
- die Angaben, soweit sie erheblich sind, in einen allgemeinen Zusam-
hang einzuordnen, und zwar in den der Branche ganz allgemein, den der
dynamischsten Unternehmen des Sektors
- die Gründe für die Einstellung der Unternehmen des Gebietes zur Ent-
wicklung und zu Neuerungen zu erforschen und zu analysieren und hier-
bei insbesondere zu unterscheiden:
 - die mit dem Tätigkeitsbereich des Unternehmens verbundenen Fakto-
ren (Art und Entwicklung des Marktes, für die Entwicklung er-
forderlicher Investitionssatz.....),
 - die mit dem Standort der Unternehmen und dem sozio-ökonomischen
Zusammenhang des Gebietes verbundenen Faktoren,
 - die spezifischen Faktoren des Unternehmens: Finanzlage, technischer
Vorsprung, kommerzielle Dynamik, Fähigkeit des Personals.....

Die Untersuchung erstreckt sich auf die charakteristischsten Industrie-sektoren der Region.

2. - METHODE

Zur Verwirklichung der vorgenannten Ziele sind folgende Abschnitte vorgesehen:

21 - Diagnostische Untersuchung über die Unternehmen des Gebietes

a) Die zu untersuchenden Unternehmen

Es ist unseres Erachtens zweckmässig, nicht gleich zu Beginn der Untersuchung ein endgültiges Verzeichnis der zu untersuchenden Unternehmen festzulegen. Wir wissen nämlich aus Erfahrung, dass manchmal wenige Analysen ausreichen, um über einen Tätigkeitssektor und seinen Dynamismus Klarheit zu erlangen. In anderen Fällen ist es dagegen erforderlich, nicht nur die Unternehmen, die für den Sektor repräsentativ zu sein scheinen, sondern auch die weniger in Erscheinung tretenden Unternehmen zu untersuchen, weil sich eine Kenntnis dieser Unternehmen während der Untersuchung als wesentlich für das Verständnis der Probleme der betreffenden Branche erweist.

Wenn die Stichprobenerhebung progressiv sein muss, so lässt es sich jedoch nicht vermeiden, eine erste Liste aufzustellen, die zumindest die Unternehmen enthält, die angesichts ihrer Grösse einen gewissen Einfluss auf die Wirtschaft des Gebietes ausüben.

Diese erste Liste wird in Zusammenarbeit mit den Auftraggebern der Untersuchung und der SEMA aufgestellt.

b) Einzuholende Informationen, Interviews

Um die Untersuchung möglichst wirksam zu gestalten, halten wir es für erforderlich:

- die Hauptbetroffenen anzusprechen, ihnen die Ziele der Untersuchung bekanntzugeben und jedem nach Möglichkeit einen Fragebogen zu überreichen, der die Untersuchung vorbereiten soll;
- die Leitung des Unternehmens zu interviewen und hierbei Probleme des Unternehmens, seine Trümpfe, seine Schwierigkeiten, seine Entwicklungsaussichten usw. zu erörtern. Während dieser Gespräche würden die Ingenieure der COMMISSION GENERALE D'ORGANISATION SCIENTIFIQUE selbstverständlich die wichtigsten Industrieanlagen besichtigen.

Die Zahl und die Dauer der mit jedem Unternehmen zu führenden Gespräche richten sich nach der Bedeutung des Unternehmens (als solchem in seiner Branche, im Gebiet).

22 - Vergleiche mit dem Berufssektor, mit Wirtschaftskreisen ausserhalb dieses Sektors

Diese auf einige Tätigkeitszweige beschränkten Vergleiche könnten teilweise aufgrund der in der Dokumentation bereits vorhandenen oder der während der Untersuchung bei den Unternehmen eingeholten Angaben durchgeführt werden (insbesondere Einstellung der Industrien zum Wettbewerb und sogar zu anderen Industriesektoren).

Diese verschiedenen Massnahmen werden eine Diagnose über die Unternehmen des Gebietes ermöglichen, die nicht nur über die internen Verhältnisse, sondern auch über ihre Dynamik in einem allgemeineren Zusammenhang Aufschluss gibt.

Sie werden ausserdem gestatten, die Gründe für diese Verhältnisse und deren Auswirkung auf die Wirtschaft des Gebietes aufzuzeigen - Anreiz für noch nicht vorhandene Tätigkeiten, Schaffung von Arbeitsplätzen, Ausbildungswünsche..... - so dass die zweite Untersuchungsphase, mit der die SEMA betraut wird, vorbereitet werden kann.

COMMISSION
DES
COMMUNAUTES EUROPEENNES

Bruxelles, le 17 octobre 1968

CONFIDENTIEL

Secrétariat général
SEC(68) 3205/2

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

Objet: Contrats d'études à conclure avec deux instituts français (Art. 93 -
D.G. Politique régionale)

Approbation par la procédure écrite C/1862/68

Par note en date du 11 octobre 1968 - sous la réf. SEC(68) 3205 -
le Secrétariat général a soumis à la Commission, en vue de son approbation par la
procédure écrite, une proposition de M. von der GROEBEN concernant les contrats
d'études à conclure avec deux instituts français.

Je donne acte qu'à l'expiration du délai fixé (15 octobre 1968)
aucune observation ni réserve n'a été formulée à l'encontre de cette proposition.

En conséquence, la Commission a décidé, en date du 15 octobre 1968) :

- d'approuver les textes des deux contrats d'études joints en annexe, à
conclure avec les instituts SEMA et CEGOS;
- d'autoriser, à cet effet, l'engagement d'un montant global de 2.026.000 FB,
dont une première tranche de 700.000 FB sera imputée sur les crédits de
d'article 93 alloués en 1968 à la D.G. "Politique régionale", et dont le
solde (1.326.000 FB) sera à valoir, sous réserve des disponibilités budgé-
taires, sur les crédits d'études qui seront accordés en 1969 à cette même
Direction générale;
- d'autoriser M. CROS, Directeur général de la Politique régionale, à signer
les contrats au nom de la Commission.

Acte de cette décision sera donné dans le procès-verbal d'une prochaine réunion
de la Commission.

Copie à: MM. CROS, MOSCA, TOULEMON,
LAMBERT, EHRLING, CAUDET

E. NOEL
Secrétaire général

Brüssel, den 17. Oktober 1968

VERTRAULICH

HEI/SH

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

- Generalsekretariat

SEK(68Y) 3205/2

VERMERK FÜR DIE HERREN MITGLIEDER DER KOMMISSION

Mit zwei französischen Instituten abzuschließende Studienverträge

Betrifft: (Artikel 93 - GD Regionalpolitik)

Genehmigung im schriftlichen Verfahren C/ 1862/68

Mit Vermerk Nr. SEK(68) 3205 vom 11. Oktober 1968
hat das ~~Exekutive Sekretariat~~ ^{Generalsekretariat} der Kommission zur Genehmigung im
schriftlichen Verfahren vorgelegt: ^{betreffend}
einen Vorschlag von Herrn von der GROEBEN über die mit zwei französischen
Instituten abzuschließenden Studienverträge.

Ich stelle fest, daß bei Fristablauf (15. Oktober 1968)
gegen diesen Vorschlag weder Einwendungen noch Vorbehalte vorgelegen
haben.

Demnach hat die Kommission am 15. Oktober 1968 beschlossen:

- die mit den Instituten SEMA und CEGOS abzuschließenden beiden Studienverträge werden in der Fassung der Anlage genehmigt;
- zu diesem Zweck wird eine Mittelbindung in Höhe von insgesamt 2.026.000 bfrs genehmigt, davon wird eine erste Tranche von 700.000 bfrs den 1968 für die Generaldirektion "Regionalpolitik" bereitgestellten Mitteln des Artikels 93 angelastet und der Restbetrag (1.326.000 bfrs) wird vorbehaltlich der verfügbaren Haushaltsmittel den Studienbeihilfen angelastet, die ^{für diese} der Generaldirektion 1969 gewährt
- Herr CROS, Generaldirektor für Regionalpolitik, wird ermächtigt, die Verträge Namen der Kommission zu unterzeichnen.

Dieser Beschluß wird in einem der nächsten Kommissionsprotokolle festgestellt.

Durchschrift an:

die Herren CROS, MOSCA, TOULEMON,
LAMBERT, EHRLING, GAUDET

E. NOEL

~~XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX~~

Generalsekretär